caritas international

Secourir et construire

RapportAnnuel2013

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Monsieur Michel Verhulst, président*
Monsieur Patrick De Bucquois, vice-président*
Monsieur Dominic Verhoeven, vice-président*

Monsieur Frans Cardyn
Père Philippe de Dorlodot*
Monsieur l'Abbé Luk De Geest
Madame Martine Jonet-de Bassompierre
Madame Marie-Paule Moreau*
Monsieur Marc Nuytemans
Monsieur Hubert Sanders
Monsieur Jean-Yves Standaert
Monsieur l'Abbé Giorgio Tesolin

Directeur : **Monsieur Gonzalo Dopchie***

Président d'honneur : **Monsieur Pierre Géhot**
Experts : **Monsieur Bernard Ryelandt,**
Monsieur Michel Vander Linden

* Membres du comité de gestion

SOMMAIRE

Membres du Conseil d'Administration 2
Mot du Président 3
Remerciements 4
Vision, mission 5
Caritas International à l'échelle mondiale 6
Coopération internationale 8
Asile et Migration 21
Communication, récolte de fonds, éducation 34
Organigramme et personnel 36
Rapport financier 38

LÉGENDE – INFOS

Notre rapport annuel en ligne est enrichi de pictogrammes, qui d'un simple clic vous conduisent à des informations complémentaires sur notre site web.
Les photographies, les vidéos, les témoignages et les publications vous offrent l'opportunité d'une vision plus large des activités et des projets de Caritas International en 2013. Vous verrez 5 différents pictogrammes dans le rapport annuel :

WWW.CARITAS-INT.BE (PUBLICATIONS)

PHOTOS
TÉMOIGNAGE(S)
VIDÉO
PLUS D'INFORMATIONS
PUBLICATION

MOT DU PRÉSIDENT

Chère lectrice, cher lecteur,

Résumer 2013 en commençant par les bonnes nouvelles, c'est nécessairement évoquer l'élection du Pape François, un Pape en prise directe avec l'Evangile et une source d'inspiration pour les responsables des Caritas dans le monde. C'est aussi célébrer la désignation du Cardinal Maradiaga, président de Caritas Internationalis depuis bientôt huit ans, comme coordinateur du groupe de huit Cardinaux choisis par le Pape pour le conseiller dans la gestion de l'Eglise et de l'évolution de son gouvernement, la Curie en l'occurrence. Cette désignation montre combien la vision que porte le Cardinal sur les activités des Caritas est en phase avec celle du Pape et colle à la « Bonne Nouvelle ». L'appel du Pape lancé fin 2013 en soutien à la campagne « Une seule famille humaine, de la nourriture pour tous » de Caritas Internationalis rejoint parfaitement le choix de Caritas International Belgique de donner priorité à la sécurité alimentaire.

La générosité de nos compatriotes face au drame subi par les Philippines est une autre bonne nouvelle. Plus de 2,2 millions d'euros ont pu être récoltés. La « Coopération internationale » a ainsi contribué au programme d'urgence du réseau Caritas dès les premières heures suivant le passage dévastateur du typhon Haiyan. Notre attention se porte aussi sur le long terme, plus particulièrement dans le diocèse d'Antique où notre programme de reconstruction comprend le rétablissement des infrastructures de base, de la pêche, de l'agriculture et de l'élevage et d'autres activités génératrices de revenus. C'est la pauvreté des lieux et le désarroi des victimes laissées à leur sort qui conduisent Caritas International à concentrer ses activités dans la région.

Autre drame de cette année, le sort des réfugiés syriens, déplacés dans leur propre pays ou par-delà leurs frontières, lui aussi a ému de nombreux sympathisants de Caritas. Grâce à leur confiance et à celles de nos bailleurs, nous déployons une assistance vitale avec nos partenaires en Syrie, au Liban, en Jordanie, en Irak, en Turquie et en Bulgarie et rendons un peu de dignité à celles et ceux qui n'ont eu d'autre choix que l'exil.

Enfin, de solidarité, il en fut une nouvelle fois question en septembre, à l'occasion de notre campagne annuelle consacrée à la situation à l'Est du Congo, qui reste un point focal de notre action. Avec Juliette, le visage de cette campagne, nous avons accompagné les mères isolées, les paysans sans terres et les enfants-soldats vers un avenir meilleur. C'est à cette occasion que fut remis le prix trisannuel de la Fondation Caritas International-Deckers à l'ASBL « Sosame », un centre de santé mentale fondé à Bukavu par les Frères de la Charité.

Toutefois les motifs de préoccupation ont également été nombreux en 2013, à commencer par les effets des coupes budgétaires de nos pouvoirs subsidiants, au niveau fédéral et européen. Pour nos actions à l'étranger, ceci nous conduit à retarder la mise en œuvre de notre assistance en réponse à des crises pressantes, ou à en revoir l'ampleur à la baisse.

Les mesures prises par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration ont entrainé une diminution importante du nombre de demandeurs d'asile et une reconstruction du paysage de l'accueil en Belgique. En conséquence notre parc de logements individuels a diminué de 968 à 655 places, du fait d'une diminution budgétaire de 32% en 6 mois. Ceci aura lourdement affecté le Service Accueil. Depuis lors, Caritas International et ses partenaires s'efforcent de rendre les logements concernés accessibles à d'autres publics précarisés.

Impossible de terminer cette introduction sans exprimer mon enthousiasme et mon admiration pour le dévouement quotidien du personnel de Caritas International Belgique dans l'exécution de sa mission. L'expertise et le sens de la bonne gouvernance de chaque département ont été mis à contribution pour en renforcer la cohésion et le fonctionnement. Je remercie tout particulièrement le directeur, les chefs de départements et services pour leur engagement et pour leur attention constante à la motivation de leurs équipes.

Michel Verhulst, ir, Président Caritas International

REMERCIEMENTS

Merci de tout cœur à ceux qui nous ont accordé leur confiance.

Sans le soutien précieux de nombreuses personnes, associations et organisations, tous nos objectifs ne pourraient être menés à bien. C'est pourquoi, toute l'équipe de Caritas International souhaite tout particulièrement remercier :

- Tous nos donateurs privés
- Les évêchés, paroisses et congrégations religieuses
- Les entreprises, fondations et asbl
- Les organisations coupoles : Vluchtelingenwerk Vlaanderen / CIRE / 11.11.11 / CNCD / NGO federatie / Acodev / Concord / Voice
- Les médias, et en particulier : Kerknet, Kerk en Leven, Braambos, Médias Catholiques (Dimanche et RCF)
- Nos bailleurs de fonds institutionnels :

  L'Union Européenne
  ECHO / DG Devco / Fonds Européen de Développement / Fonds européen pour les Réfugiés / Fonds Européen pour le Retour

  Le gouvernement fédéral
  Direction de la Coopération au Développement (DGD) / Fonds Belge pour la sécurité alimentaire (FBSA) / Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (Fedasil) / Ministère de la Justice (service tutelle) / Secrétariat d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté / Centre pour l'Egalité des Chances et la Lutte Contre le Racisme

  De Vlaamse Gemeenschap
  Vlaams Agentschap voor Internationale Samenwerking (VAIS) / Departement Leefmilieu, Natuur en Energie

  Fédération Wallonie-Bruxelles et Région Wallonne
  Wallonie Bruxelles International (WBI)

  La Région de Bruxelles Capitale
  Actiris, Office régional bruxellois

  Les provinces et communes

- Caritas Internationalis, Caritas Europa, Caritas Belgica et nos partenaires en Belgique et à l'étranger
- Nos collaborateurs en Belgique et à l'étranger qui, jour après jour, concrétisent notre engagement
- Tous nos bénévoles enthousiastes

CARITAS INTERNATIONAL

Qui sommes-nous?
Caritas International au sein de Caritas Belgica est le chaînon belge d'un réseau mondial de 164 organisations catholiques travaillant ensemble dans 200 pays et régions. Caritas International soutient les victimes de guerre, de catastrophes naturelles et de la pauvreté, qu'elles soient réfugiées ou sinistrées dans leur propre pays.

Notre vision
Nous œuvrons pour un monde de paix, de solidarité et de justice dans lequel il n'y aurait plus de victimes de conflits, de catastrophes et de la pauvreté.

Chaque personne, quelle que soit son origine, a droit à une vie conforme à la dignité humaine et doit pouvoir jouir de ses droits fondamentaux. Selon Caritas, l'accès à une nourriture saine, à l'eau potable, aux soins médicaux, à l'enseignement, à l'emploi ainsi qu'à un logement décent doit être garanti.

La solidarité et la subsidiarité sont indispensables à notre travail. Aucun pays ou aucune organisation n'est à même de résoudre tous les problèmes. Seule l'union des forces dans le respect des responsabilités de chacun peut conduire à des solutions durables.

Notre mission
Caritas International soutient les victimes des guerres, des catastrophes et de la pauvreté et aide les migrants, en collaboration avec les réseaux nationaux et internationaux dont elle est membre. Nous accomplissons notre mission sans distinction de race, de nationalité, de sexe ou de convictions politiques, philosophiques ou religieuses. Conformément au message évangélique, Caritas International aide les personnes les plus vulnérables afin qu'elles deviennent sujets de leur propre développement.

En cas de crise, Caritas International fournit une aide d'urgence efficace et rapide. Ensuite, nous mettons en place des projets de réhabilitation et de développement afin de permettre aux communautés impliquées de pourvoir à leur autosuffisance.

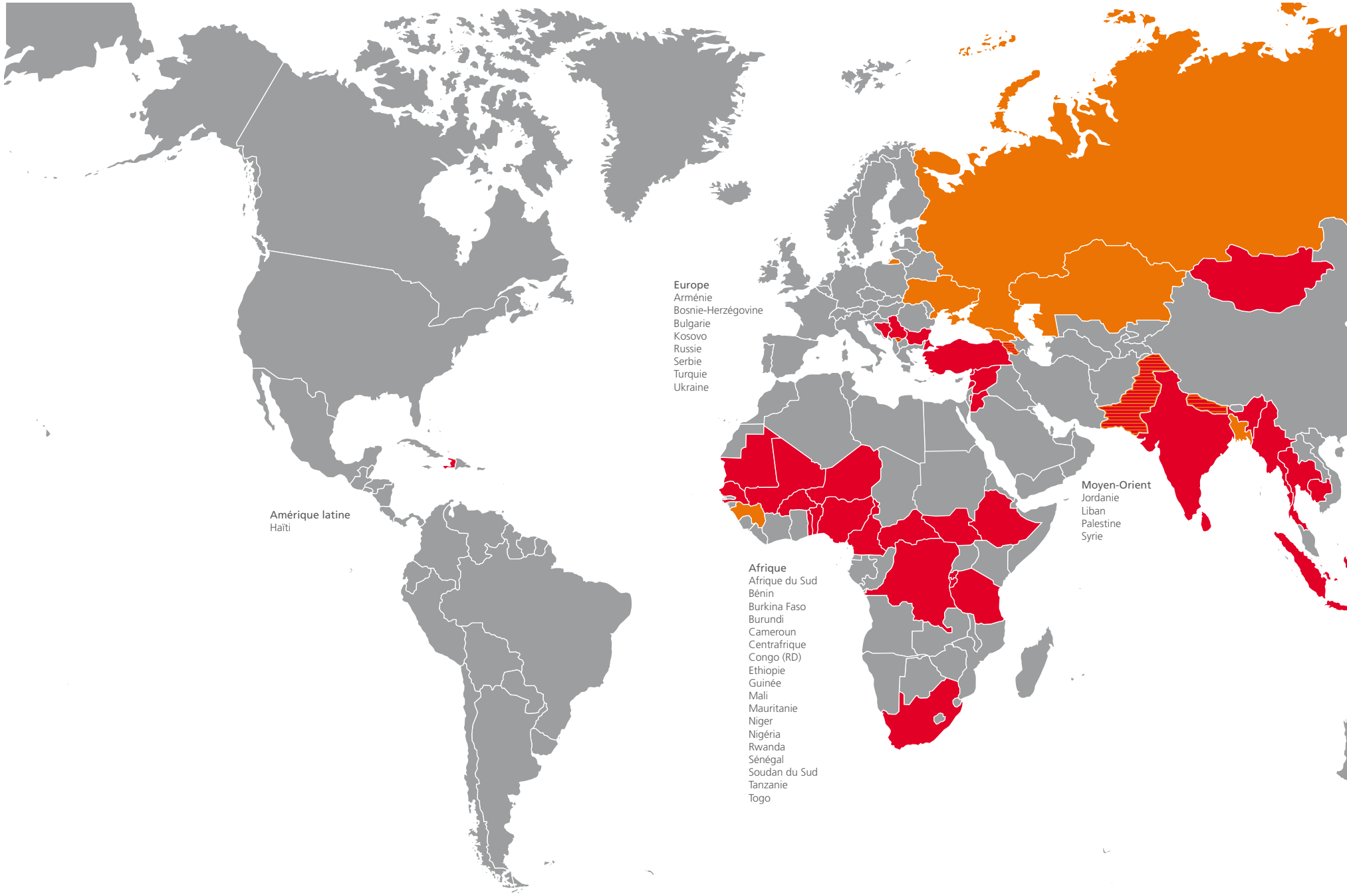
En Belgique, Caritas International organise l'accueil et l'accompagnement des demandeurs d'asile et défend les droits des étrangers. Nos travailleurs sociaux offrent une aide sociale et juridique aux migrants et aux réfugiés et les accompagnent dans leur recherche de solutions durables.

L'expertise de nos équipes en matière d'asile et de migration, d'aide d'urgence et de lutte contre la pauvreté, tant en Belgique que dans les pays du sud, nous permet de dénoncer les injustices et de plaider pour des solutions structurelles.

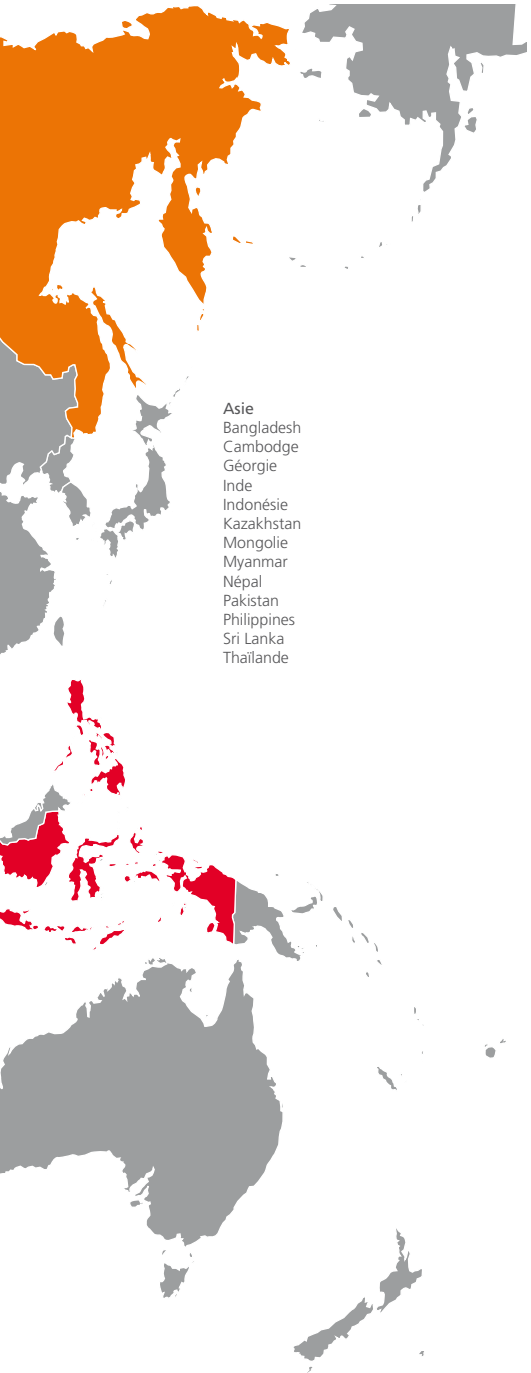
WWW.CARITAS-INT.BE

Une seule famille humaine, zéro pauvreté

CARITAS INTERNATIONAL À L'ÉCHELLE MONDIALE



2013



Aide d'urgence et réhabilitation

- **Afrique:** Burkina Faso, Burundi, Centrafrique, Congo (RD), Niger, Soudan du Sud
- **Asie:** Inde, Myanmar, Pakistan, Philippines
- **Europe:** Bulgarie, Turquie
- **Amérique latine:** Haïti
- **Moyen-Orient:** Jordanie, Liban, Palestine, Syrie

Développement cofinancement

- **Afrique:** Burkina Faso, Burundi, Congo (RD), Ethiopie, Niger, Rwanda
- **Asie:** Inde, Indonésie, Mongolie, Thaïlande
- **Europe:** Bosnie, Kosovo, Serbie

Développement fonds propres et projets de partenariat

- **Afrique:** Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo (RD), Ethiopie, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Soudan du Sud, Tanzanie, Togo
- **Asie:** Cambodge, Inde, Indonésie, Myanmar, Népal, Pakistan, Sri Lanka, Thaïlande, Philippines
- **Europe:** Arménie, Bosnie-Herzégovine
- **Amérique latine:** Haïti
- **Moyen-Orient:** Liban, Palestine

Les dix pays de retour principaux pour la cellule réintégration

- **Afrique:** Guinée
- **Asie:** Bangladesh, Géorgie, Kazakhstan, Népal, Pakistan
- **Europe:** Arménie, Kosovo, Russie, Ukraine

COOPÉRATION INTERNATIONALE

SOMMAIRE

CADRE STRATÉGIQUE **8**

QUELQUES PROGRAMMES REPRÉSENTATIFS **9**

- Syrie/guerre civile : survivre 9
- Philippines/Hayan : solidarité dès le premier jour 10
- RD Congo : colis alimentaires et semences 11
- Haïti : revenus en hausse, collaboration efficace 12
- Ethiopie : implication de la communauté locale 13
- Rwanda : éco-agriculture, renforcement des capacités 13
- Niger : énergie solaire et revenus supplémentaires 14
- Népal : réduction des risques de catastrophes 15
- Inde : eau et assainissement 15

COLLABORATIONS ET PLAIDOYER **16**

PROGRAMMES 2013 : UN APERÇU **17**

- Programmes de cofinancement 17
- Programmes fonds propres 19

CADRE STRATÉGIQUE

AIDE D'URGENCE ET RECONSTRUCTION

L'aide d'urgence lors de catastrophes ou de conflits constitue une mission centrale de Caritas International. La complexité des crises et leur nombre croissant, les attentes toujours plus précises de nos bailleurs et donateurs, l'augmentation du nombre d'acteurs… poussent Caritas International à travailler de façon toujours plus efficace et durable : un challenge au quotidien ! Caritas International applique et promeut auprès de ses partenaires les normes de qualité issues de la charte Sphere et travaille à une meilleure coordination de l'aide dans le respect du consensus européen concernant l'aide humanitaire.
Les personnes affectées par une crise doivent pouvoir reprendre leur vie en main. Caritas International et ses partenaires du réseau mondial Caritas mettent en œuvre des programmes de réhabilitation et de reconstruction dans divers domaines : logement, eau et assainissement, soins de santé et éducation.

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU COEUR DU DÉVELOPPEMENT

Alors que ses projets d'aide d'urgence et de reconstruction s'appliquent dans différents domaines, Caritas International a choisi, pour ses programmes structurels, de se focaliser sur la sécurité alimentaire, un droit fondamental. La faim et la malnutrition forment une problématique complexe et peuvent être à la fois la cause et la conséquence d'une importante pauvreté. C'est pourquoi, la question de l'alimentation au niveau mondial doit être étudiée sous ses divers aspects. Dans ses programmes, Caritas International accorde son attention à une production durable et accrue, à la diversité des apports, à l'amélioration du pouvoir d'achat, à l'accès aux infrastructures de base (eau, soins de santé, formation, logement) et au développement communautaire. Afin d'améliorer structurellement des conditions de vies de groupes vulnérables, Caritas International construit des relations durables avec ses partenaires locaux.

AIDE D'URGENCE, RECONSTRUCTION ET DÉVELOPPEMENT : UN CONTINUUM

Caritas International est l'une des rares organisations belges qui a construit une expertise importante tant dans les domaines de l'aide d'urgence et de la reconstruction que du développement. Caritas International choisit de travailler de façon intégrée et conçoit les différentes phases de l'aide comme un continuum : elles se suivent et s'influencent entre elles (LRRD : Linking Relief Rehabilitation Development). Concrètement, cela signifie que dès l'aide d'urgence, nous veillons à poser les bases d'un développement durable. Tant au niveau de l'aide d'urgence que des programmes de développement, nous tenons compte de possibles crises futures et intégrons des mesures afin d'éviter ces crises ou, à tout le moins, d'en limiter les conséquences (DRR : Disaster Risk Reduction). D'où l'importance de partenariats solides inscrits dans la continuité.

ÉGALITÉ HOMME/FEMME – HIV/SIDA – ENVIRONNEMENT

Ces thèmes transversaux se retrouvent au cœur de tous nos programmes. Lors de l'élaboration d'un projet ou de la construction d'une relation avec un nouveau partenaire, nous sommes particulièrement attentifs aussi aux dimensions : genre, HIV/SIDA et environnement. En 2013, un groupe de travail a apporté la touche finale à un document de réflexion sur le genre. L'accent y est mis sur l'égalité homme / femme dans un contexte social : l'égalité des chances et l'égalité des droits. Dans une note stratégique, des outils ont été fournis aux partenaires et aux gestionnaires de programmes afin de les aider à poursuivre ces objectifs.

QUELQUES PROGRAMMES REPRÉSENTATIFS

SYRIE

GUERRE CIVILE : SURVIVRE

En mars 2013, la guerre civile en Syrie entrait dans sa troisième année. À la fin de l'année, la confusion concernant les parties belligérantes est à son apogée : tant les partisans du président Assad que les rebelles opposants au régime sont fortement divisés entre eux et le danger est présent à chaque coin de rue. L'ONU ne compte plus les morts et parle fin 2013 de « plus de 100.000 morts ». **En Syrie, 9,3 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire** et plus de **2,3 millions** de personnes ont fui vers les **pays voisins**.

Caritas International soutient les programmes d'aide d'urgence communs au réseau Caritas **en Syrie, au Liban, en Jordanie et en Turquie (alimentation, soins médicaux, hébergement, enseignement, emploi, protection hivernale et vêtements)**. De plus, Caritas International soutient un projet spécifique dans la région côtière de la Syrie par le biais d'un financement du « Vlaams Agentschap voor Internationale Samenwerking » (150.000 euros).

Un grand nombre de personnes souhaitant fuir les violences à Homs et Aleph, se dirigent vers Tartus, une ville côtière à 45 minutes de Homs et jusqu'à présent relativement épargnée par la guerre. Cet afflux de personnes exerce une énorme pression sur les services de base existants. Les personnes déplacées vivent soit dans des familles d'accueil, soit dans des centres collectifs. Certaines sont obligées d'improviser un hébergement aux abords de la ville. Beaucoup sont contraintes de vivre sans eau chaude, ni installations sanitaires adaptées.

Outre les problèmes d'infrastructure et de logement, l'équilibre socioéconomique est entièrement perturbé et a fait place à une économie de guerre, caractérisée par la pénurie de marchandises, de services et d'emplois, avec pour conséquence une augmentation exponentielle du coût de la vie. C'est pourquoi, les personnes déplacées et les familles d'accueil (765 familles, soit 3.825 personnes) dans la **région de Tartus** bénéficient aujourd'hui d'une **aide pour l'alimentation, le loyer et les soins médicaux**. Il s'agit tant de chrétiens que de musulmans. 70% sont des personnes déplacées et 30% des familles d'accueil.

« C'est un scandale de constater que trop peu de fonds sont mis à la disposition des Syriens dans le besoin. Le commerce des armes semble être mille fois plus important que la protection des gens ordinaires. »

Michel Roy, Secrétaire général du réseau Caritas.

WWW.CARITAS-INT.BE

- Des temps difficiles pour les Syriens au Liban
- Des Réfugiés syriens affrontent l'hiver
- Paroles de réfugiés syriens en Jordanie

PHILIPPINES/HAIYAN

SOLIDARITÉ DÈS LE PREMIER JOUR

Le 8 novembre dernier, le typhon Haiyan a déferlé sur l'archipel des Philippines avec une puissance inégalée, dévastant tout sur son passage. 4 millions de personnes sont contraintes de quitter leur maison, 2,5 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire et plus de 1 million de maisons sont endommagées, la moitié d'entre elles sont entièrement détruites. Après le passage du typhon, Caritas Philippines (Nassa) entame avec l'aide de nombreux bénévoles, la distribution de denrées alimentaires, d'eau et de couvertures par le biais de ses centres sociaux dans 13 diocèses touchés. Plus de 350.000 victimes reçoivent des colis alimentaires. Les églises, les écoles et d'autres bâtiments sont utilisés comme abri.
Caritas International soutient le programme d'aide d'urgence de Caritas Philippines dans les provinces de Palawan, Leyte, Est Samar, Antique, Cápiz, Ilo-Ilo et Kalibo, pour un montant de 300.000 euros. L'aide couvre une période de 3 mois et constitue déjà une première étape vers la reconstruction ultérieure. Le but est de permettre aux gens de dépendre le moins longtemps possible de l'assistance.

238.000 personnes reçoivent de quoi manger: des denrées alimentaires en échange de travail, de l'argent pour acheter de la nourriture ou s'il n'y a pas de nourriture sur le marché, des colis alimentaires. Dans les villages côtiers, des bateaux de pêche traditionnels à moteur sont mis à disposition. Grâce à 90 bateaux, quelque 450 familles peuvent pêcher. Dans l'intérieur des terres, les gens reçoivent des semences et des outils, ainsi que des poules.

275.000 personnes reçoivent des produits non-alimentaires: couvertures, jerrycans, ustensiles de cuisine, moustiquaires et allumettes.

275.000 personnes reçoivent un colis d'hygiène: savon, dentifrice, coupe-ongles, malongs (tissus en coton pouvant être utilisés à différentes fins), bandes hygiéniques, seaux avec couvercle et louches. Ceci permet à une famille de 5 personnes de subsister pendant 1 mois.

100.000 personnes reçoivent un colis pour construire un abri: bâche en plastique, clous, cordes et outillage.

«Les Philippins postent des slogans sur les réseaux sociaux et impriment des t-shirts avec les mots: 'Bangon Visayas!' ou 'Tindog Leyte!' (Debout Visayas- Leyte!). En collaboration avec les différentes communautés nous pouvons construire une nouvelle vie, même si cela prendra plusieurs années.»

Neal Deles, équipe d'aide d'urgence du réseau Caritas.

WWW.CARITAS-INT.BE

- L'aide après Haiyan en images
- Nos projets de reconstruction aux Philippines
- Caritas au secours des Philippines

RD CONGO

COLIS ALIMENTAIRES ET SEMENCES

La violence et la terreur à l'est du Congo ont conduit à des déplacements massifs de populations : fin 2013, malgré la capitulation des tristement célèbres rebelles du M23, le **Nord-Kivu** compte encore **plus d'un million de réfugiés internes**. La lutte pour le contrôle et le pouvoir politique entre les différents groupes se poursuit. La population en fuite se dirige entre autres vers les villes, où elle espère trouver sécurité, nourriture et hébergement. Dans et autour de Goma, Caritas International soutient régulièrement son partenaire Caritas Goma pour la distribution de **colis alimentaires** contenant des denrées de base (haricots, huile et farine de maïs) dans les camps et aux alentours de ceux-ci.

Caritas International travaille dans 2 zones d'intervention dans le territoire de Masisi, au Nord-Kivu, où la concentration de personnes déplacées est la plus élevée du Congo. Grâce au soutien d'ECHO, nous veillons à augmenter la sécurité alimentaire des personnes déplacées, des rapatriés et de la population locale. Caritas leur donne les moyens de se mettre au travail, là où règne une paix toute relative. La manière dont cela se déroule est assez inhabituelle : les gens reçoivent des **coupons** avec lesquels ils peuvent eux-mêmes acheter **les semences et les outils agricoles nécessaires** sur des marchés spécialement aménagés à cet effet. Ainsi, les familles peuvent choisir ce qui leur semble le plus approprié. Ceci permet en même temps **d'investir** de l'argent **dans l'économie locale**. Le marché est un espace de vie sociale, tant pour les visiteurs que pour les commerçants, où les gens échangent des informations et où les spécialistes de Caritas offrent l'assistance nécessaire. Ceci implique entre autres une sensibilisation quant à l'importance d'une alimentation saine et des techniques agricoles efficaces.

« A l'est du Congo, le développement est le nouveau nom de la paix. »

O. Musoni, directeur de Caritas Goma, d'après la célèbre citation de « Populorum Progressio ».

Isabel Corthier

Isabel Corthier

WWW.CARITAS-INT.BE

Des visages heureux à la foire

Interview Oswald Musoni, directeur de Caritas Goma

HAÏTI

REVENUS EN HAUSSE, COLLABORATION EFFICACE

Le département Sud n'a pas subi de dommages directs lors du tremblement de terre en 2010. Néanmoins, les conséquences économiques se font bel et bien sentir. En outre, après la catastrophe, bon nombre de personnes ont migré vers cette région, dans l'espoir d'y construire une nouvelle vie. Autant de raisons pour Caritas International de donner un ballon d'oxygène à l'agriculture – la principale source de revenus – et de veiller à ce que la population ait les opportunités nécessaires en vue de rehausser son niveau de vie et ainsi de ne plus devoir retourner en ville.

Conditions de vie précaires

Dans nos zones d'intervention – Paan et Hattre (commune de Torbeck à 20 km de la ville de Les Cayes) – les conditions de vie sont très précaires. Plusieurs facteurs entravent le développement de la région : par exemple, le mauvais état ou le manque d'infrastructures de base, dont le réseau routier, les équipements de distribution d'eau et d'électricité. Il n'y a aucune assistance socioéconomique permettant de transformer et de commercialiser les produits agricoles ; et les semences de bonne qualité, ainsi que les médicaments vétérinaires, font défaut. En outre, la région souffre d'un appauvrissement des sols et de l'érosion.

« Auparavant, je laissais tout simplement mes 2 chèvres brouter jour et nuit à l'extérieur. Souvent elles étaient volées ou blessées le long de la route. Depuis quelques mois, je les rentre tous les soirs à l'étable que j'ai construite moi-même sur les conseils de Caritas et je leur donne aussi à boire, car elles ne trouvent pas toujours suffisamment d'eau dans la nature. Depuis lors mes chèvres ont clairement pris du poids. »

Mean Jean Enouce.

Activités et résultats

Les représentants de la Caritas au niveau paroissial et les délégués d'autres groupements constituent un maillon intermédiaire important dans l'ensemble du processus de transformation. Ils veillent à ce que les informations parviennent bien aux communautés concernées et assurent le feedback auprès des responsables de projets.

Après un an, toute une série d'activités (formation et sensibilisation quant à l'importance des potagers, des bonnes habitudes de pâturages, de la protection de l'environnement, de la collaboration, etc.) ont clairement porté des fruits.

En effet, 150 familles (1.400 personnes) sont parvenues à augmenter et à diversifier leur production (agriculture et élevage). Les groupes de base sont mieux structurés et connaissent aujourd'hui une nouvelle dynamique grâce à la formation dont ils ont pu bénéficier. 10 fonds de solidarité ont été créés. Leurs membres (une quinzaine de personnes) économisent et empruntent de petits montants en vue d'améliorer leur situation socioéconomique. 60% des familles concernées s'engagent en faveur de l'agriculture durable et protègent leurs terres, situées sur les collines, contre l'érosion.

Perspectives d'avenir

Fin 2013 – près de 4 ans après le tremblement de terre – Caritas International s'engage à travailler encore pendant au moins 3 ans avec la population locale, pour un avenir meilleur. Nous nous concentrons sur le soutien à l'agriculture familiale (à cet égard le projet d'un an susmentionné est un projet pilote de Caritas Les Cayes), le renforcement des capacités et la réduction des risques en cas de catastrophes.

WWW.CARITAS-INT.BE

Une maison solide pour Marie-Marthe

Documentaire sur le logement et l'assainissement

ÉTHIOPIE

IMPLICATION DE LA COMMUNAUTÉ LOCALE

La zone d'intervention de Caritas International est située dans le Nord de l'Éthiopie et se compose de 6 tabias (sous-districts) à **Enderta (Tigray)** et de 5 tabias limitrophes dans le district d'**Aba'alla (Afar)**. L'épuisement des sols, les périodes de sécheresse répétées, les faibles rendements dans l'agriculture et l'élevage, le manque d'installations sanitaires sont autant d'éléments à la base des pénuries alimentaires périodiques et de l'insécurité alimentaire dans le bassin d'Enderta-Aba'alla.

En juillet 2012, nous avons lancé avec notre partenaire local, la Caritas Mekelle, ainsi que les Caritas Angleterre, Écosse et Irlande, un programme qui **améliorera la sécurité alimentaire** de plus de 8.240 familles. Dans une première phase, beaucoup de temps et d'énergie ont été investis dans la **concertation** avec les représentants de la population et des autorités, en vue de composer un groupe de pilotage ; avec pour résultat, une grande implication, un sentiment de responsabilité élevé et des contributions constructives (e.a. financières, en nature, en main-d'œuvre…) de la part des personnes intéressées.

Des **systèmes d'irrigation** durables, un **élevage** de meilleure qualité, une **réhabilitation des terres et un meilleur accès à l'eau potable et à l'assainissement** sont nos priorités. Qu'avons-nous déjà réalisé ? Citons quelques exemples : construction d'un canal d'irrigation de 2 km et de 500 m³ de gabions (constructions solides en treillis, remplies de pierres) destinés à canaliser l'eau excédentaire des montagnes vers les terres agricoles ; installation d'un centre de services vétérinaires (soins et formation) ; 40 familles ont reçu du matériel de base et ont bénéficié d'une formation en apiculture et en production de miel destiné à la vente ; 75 familles ont reçu 3 moutons ou chèvres ; 80 familles peuvent produire le fourrage dans leur jardin ; réhabilitation de 300 ha de terres communautaires et conclusion d'accords pour la gestion et l'utilisation de celles-ci ; extension du système d'approvisionnement en eau pour Aba'alla et Hidmo (canalisations, points de distribution d'eau, lavoirs, douches publiques, abreuvoirs pour le bétail). Sans oublier la sensibilisation des enfants et des adultes sur le plan de l'hygiène.

Le programme se déroule sur 3 ans et aujourd'hui il est encore trop tôt pour pouvoir mesurer l'impact de tout ceci. Cependant, certaines familles remarquent déjà la différence : ainsi 20 nouveaux apiculteurs sont parvenus à vendre quelque 120 kg de miel de qualité pour environ 650 euros.

WWW.CARITAS-INT.BE

De l'eau potable pour les villages éthiopiens

RWANDA

ÉCO-AGRICULTURE, RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Dans le cadre de notre plan triennal, nous travaillons entre autres en collaboration avec la **Caritas Byumba** dans le nord-est du Rwanda. Nous y aidons 450 familles extrêmement vulnérables à développer des potagers bio-intensifs – offrant un rendement maximal sur une petite superficie avec maintien de la fertilité des sols – et nous y accompagnons des coopératives dans le cadre du stockage et de la commercialisation de denrées alimentaires.

Les collaborateurs de la Caritas Byumba et les représentants des coopératives ont participé en avril 2013 à un atelier de quatre jours avec Matthieu Vanhove, expert en coopératives. Ils ont travaillé sur une **analyse organisationnelle et financière** des **coopératives** existantes. La connaissance et la compréhension doivent garantir la pérennité et l'efficacité du modèle coopératif, même lorsque ce dernier ne sera plus soutenu par Caritas International.

Dans le **Bugesera**, dans le sud-est du Rwanda, nous travaillons depuis 2003 à la sécurité alimentaire. 4.470 familles,

« Les réserves nous garantissent une meilleure sécurité alimentaire et offrent aux coopératives la possibilité de gagner de l'argent lorsqu'elles vendent les produits stockés plus tard dans l'année. »

Etienne, agronome à Mimuli.

dont le chef de famille est dans 60 % des cas une femme, possédant moins de 25 ares de terres, cultivent dorénavant plusieurs variétés de légumes. Leur **potager** fonctionne comme un petit **écosystème**. L'eau de pluie est récupérée par le toit dans des citernes, ce qui leur permet de produire quasi en continu. Le petit bétail fournit, outre le lait et/ou la peau, également des engrais organiques. Le surplus de légumes est vendu sur le marché. De nombreuses familles sont entre-temps membres d'une coopérative, de sorte qu'elles puissent vendre davantage de produits et ainsi générer plus de revenus.

En 2013, l'accent était placé sur la **consolidation des connaissances acquises** : l'approche de l'agriculture et de l'élevage, basée sur les processus, la responsabilisation des personnes concernées, le respect de l'environnement en tant que condition du développement durable.

WWW.CARITAS-INT.BE

« Fière d'être membre d'une coopérative »

NIGER

ÉNERGIE SOLAIRE ET REVENUS SUPPLÉMENTAIRES

Dans le cadre du programme de sécurité alimentaire participatif et décentralisé dans les communes de Birnin Lallé et Adjékoria, au Niger, Caritas International a soutenu deux Unions de groupements de femmes dans la création d'une **plateforme multifonctionnelle à énergie solaire**. L'énergie solaire est **renouvelable, non polluante** et en outre **moins chère** que le diesel. En octobre 2012, la plateforme d'Akora Idi était officiellement mise en service et fin 2013, le travail était pour ainsi dire terminé à Kakalé.

Chacune des plateformes est équipée des modules suivants : un réfrigérateur pour la production de pains de glace, de jus de fruit et de yaourts ; une égreneuse avec moulin à céréales ; un chargeur pour batteries de véhicules et téléphones portables ; un poste de soudure pour le petit matériel agricole ; un four à pain ; une installation pour l'approvisionnement énergétique des magasins et un centre de santé.

« Un pain de glace coûtait auparavant 150 à 200 FCFA (0,23 à 0,30 euro). Aujourd'hui nous pouvons les vendre pour 50 FCFA (0,08 euro). »

Mme Fatima Souley, 57 ans, présidente de l'Union des groupements de femmes.

Une plateforme multifonctionnelle **facilite certaines tâches** pour les femmes, permet de **gagner du temps** et fournit une électricité **moins onéreuse**. Chaque module est géré par une personne déléguée des groupements des femmes, payée en fonction des revenus du module. Après un an de fonctionnement à Akora Idi, la plateforme a généré 3.683.560 FCFA (5.615 euros). 96 femmes ont pu bénéficier, grâce à ces revenus, d'un microcrédit à faible intérêt. Elles ont utilisé l'emprunt pour lancer ou étendre leurs activités génératrices de revenus ou leurs activités agricoles.

WWW.CARITAS-INT.BE

Les femmes et l'eau au Niger

Sortir de l'insécurité alimentaire structurelle

NÉPAL

RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

Le district de Banke au Népal est régulièrement confronté à des inondations en cas de fortes pluies de mousson. De nombreux facteurs sont à l'origine des dommages et conséquences généralement considérables, touchant principalement **les populations les plus pauvres**. La dégradation de l'environnement (par exemple l'érosion des berges des rivières et des collines) est entre autres à l'origine de crues subites et fréquentes qui submergent en un rien de temps les terres bordant les rivières, emportant avec violence habitants, maisons, bétail et cultures. Le manque de compréhension des causes et des conséquences éventuelles de tels phénomènes naturels et le manque d'initiatives communautaires rendent les populations particulièrement fragiles : en effet, il n'existe aucun plan de prévention, ni de plan d'urgence. Les **minorités**, dont les Tharu, vivant principalement de l'agriculture, perdent lors de telles inondations leur source de revenus. Ils n'ont pas de réserves, ni de sources alternatives de revenus, et s'enfoncent à chaque fois un peu plus dans la pauvreté.

En 2013, Caritas International a travaillé avec ses partenaires locaux et les comités villageois de Bijapur et Binauna (district de Banke – principalement des Tharu) à la réduction des risques de catastrophe. **Différents groupes et taskforces ont permis la mise en œuvre d'activités planifiées :** diffusion d'informations et sensibilisation des populations, entre autres, quant au lien entre inondations et santé, entre inondations et érosion ; établissement et simulation d'un plan d'urgence ; protection de l'environnement et plantations pour lutter contre l'érosion ; revenus supplémentaires aux côtés de l'agriculture classique grâce à des emprunts consentis par le biais d'un fond de rotation (pour entre autres élever des poules, des chèvres, des cochons ou pour démarrer une forge) ; coordination et réseautage avec les autorités et les agences locales, collaboration entre les villages des montagnes et des vallées.

225 familles, soit **1.306 personnes sont directement impliquées** dans ce projet (**3.191 personnes indirectement**). Citons quelques résultats après 1 an : des mesures concrètes ont permis de protéger les sources d'eau et les pompes à l'aide de matériaux locaux, tels que bambou et sable ; les terres et les canaux d'irrigation sont protégés, la participation de l'ensemble de la communauté veille à ce que les personnes impliquées soient écoutées et à ce qu'elles soient prises en considération pour bénéficier des deniers publics en vue de l'extension de ce projet.

INDE

EAU ET ASSAINISSEMENT

Grâce au soutien du Gouvernement flamand et de l'asbl Wannakam, Caritas International a travaillé pendant **3 ans** avec son partenaire local (LMSSS) à l'amélioration de l'accès à l'eau (potable) et aux installations sanitaires des **communautés tribales** dans 20 villages de Devaruppula Mandal, district de Warangal, Andhra Pradesh. Afin d'avoir une chance de réussite, il était important d'obtenir la collaboration des personnes concernées. C'est pourquoi, nous avons investi beaucoup d'énergie dans la conscientisation. Dans chaque village, nous avons sélectionné un comité chargé de l'eau et de l'assainissement, responsable de l'entretien des structures nouvelles ou réparées. Ce comité gère également la petite contribution de chaque famille et essaie d'obtenir des financements auprès des autorités locales.

Le projet a été clôturé fin 2013, avec pour résultat le remplissage de 150 puits à ciel ouvert, de 3 bassins d'irrigation communautaires et de 15 bassins de stockage d'eau de pluie, l'installation sur 20 toits d'un système de collecte d'eau de pluie, équipé chacun d'un dispositif d'épuration simple, la construction de 100 citernes d'eau de pluie, parallèlement aux puits d'eau potable et la réparation de 45 pompes manuelles, permettant ainsi d'améliorer considérablement l'accès à l'eau potable. En outre, 300 toilettes individuelles ont été construites, des canaux d'évacuation, des fosses à déchets communautaires et 90 puits perdus ont été creusés.

COLLABORATIONS ET PLAIDOYER

CARITAS INTERNATIONALIS ET CARITAS EUROPA

Caritas International participe à l'élaboration des avis et au plaidoyer politique concernant la sécurité alimentaire et le cadre de développement post-2015 au sein de Caritas Europa et de Caritas Internationalis (le réseau mondial de Caritas).
À cet égard, Caritas International a rencontré en 2013 le ministre de la Coopération au développement, M. Jean-Pascal Labille, afin d'exposer ses priorités : l'éradication de la faim et de la pauvreté et la participation des groupes les plus vulnérables au développement et à la mise en œuvre d'un nouveau cadre de développement. Caritas International s'est entretenu avec M. Labille avant la réunion informelle des ministres européens de la coopération au développement les 11 et 12 février, ainsi qu'avant l'assemblée extraordinaire des Nations Unies le 25 septembre, au cours de laquelle les objectifs du millénaire pour le développement étaient discutés dans le cadre de la 68e Assemblée Générale des Nations Unies.

Caritas International a également collaboré à la note de réflexion sur le lien entre changement climatique et sécurité alimentaire, une note qui a été diffusée dans le courant de l'année 2013 au sein du réseau international de Caritas.

LA COALITION CONTRE LA FAIM

En qualité de membre de la *Coalition contre la Faim*, Caritas International a entre autres coordonné la préparation d'une *table ronde* au Burundi. L'organisation en était assurée en collaboration avec d'autres ONG belges et le Groupe de Plaidoyer Agricole (GPA), regroupant bon nombre d'organisations agricoles burundaises. La *table ronde* a été présentée le 20 septembre au parlement fédéral et s'est tenue le 22 novembre au Burundi. La *Coalition contre la Faim* et le GPA ont profité de la visite d'une délégation parlementaire belge au Burundi pour inviter cette dernière à y participer, ce que la délégation a accepté.

SÉMINAIRE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le département Coopération Internationale de Caritas International a organisé un séminaire du 17 au 21 juin, dans le cadre de son projet d'apprentissage permanent et en préparation au nouveau cadre stratégique autour du thème clé de la sécurité alimentaire.

Les participants étaient des gestionnaires de projet du siège de Bruxelles, ainsi que 7 coopérants et 25 partenaires, tous actifs dans le domaine de la sécurité alimentaire dans 10 régions différentes (Niger, Rwanda, Burundi, RDC, Éthiopie, Soudan du Sud, Inde, Haïti, Palestine et les Balkans). Divers experts externes ont également participé à l'échange d'informations et à la discussion (collaborateurs de Terre et Humanisme, Caritas Europa et Oxfam). Le Prof. Olivier De Schutter et le Prof. Eric Tollens nous ont aidés à préparer le séminaire.

Grâce à ce séminaire, Caritas International a pu, avec ses partenaires, affiner sa vision commune à propos de la sécurité alimentaire et de la malnutrition chronique et aigue. Ensemble, nous voulons soutenir le passage à des modèles agricoles et alimentaires durables. Nous nous concentrons à long terme sur l'agriculture familiale respectueuse de la nature (l'agro-écologie) et le développement d'activités économiques dans les zones rurales et urbaines. Le développement rural et la promotion de l'agriculture ne pourront être durables que si nous renforçons la capacité et la résilience de la population. Il est important de travailler au renforcement des capacités, à l'émancipation et à l'autodétermination. Ce n'est qu'avec le soutien à et de la société civile (groupements paysans) que nous pourrons générer des processus de changement social.

Le séminaire n'était pas que théorique. Nous avons également cherché des outils de travail afin de concrétiser notre vision au sein de nos projets et nous continuons à le faire. La collaboration entre les gestionnaires de projets, entre les différentes organisations Caritas et avec d'autres organisations, ainsi que l'échange au sein du réseau de connaissance et de pratique, joue à cet égard un rôle important. Caritas International continue à renforcer ses capacités sur le plan de la gestion de la connaissance et du plaidoyer politique, afin de pouvoir encore mieux défendre le droit à l'alimentation et l'agriculture familiale.

PROGRAMMES 2013 : UN APERÇU

PROGRAMMES DE COFINANCEMENT (fonds propres et institutionnels)

Aide d'urgence et reconstruction

Pays	Titre du projet	Période	Budget	Bailleur de fond	Dépenses 2013 en EUR	Contribution de Caritas International
Burundi	Amélioration des conditions de vie des ménages rapatriés, déplacés et résidents à la frontière Burundo-Tanzanienne, province de Ruyigi	2013-2015	575.000,00	DGD	60.162,46	frais de fonctionnement
Congo RD	Appui à la relance des activités sanitaires des zones affectées par le conflit, Dongo, Province de l'Equateur	2010-2013	500.000,00	ECHO	23.346,33	frais de fonctionnement
Congo RD	Appui en sécurité alimentaire en faveur des populations du Nord Kivu affectées par les conflits armés, Goma	2012-2013	820.000,00	ECHO	375.308,04	6 %
Congo RD	Réintégration de 5650 familles déplacées et retournées, et rehabilitation d'un tronçon routier de desserte agricole, Province Orientale	2012-2013	1.009.195,00	DGD	971.635,84	frais de fonctionnement
Congo RD	Appui en sécurité alimentaire pour améliorer les conditions de vie des populations affectées par les conflits armés au Nord-Kivu	2013-2014	473.684,00	ECHO	353.825,14	5 %
Congo RD	Appui à la sécurité alimentaire des populations déplacées/retournées suite aux affrontements de 2010, province d'Equateur	2013-2014	1.009.448,00	DGD	en phase de lancement	frais de fonctionnement
Congo RD	Projet multisectoriel d'appui à 3.000 familles vulnérables dans le diocèse de Kilwa Kasenga	2013-2015	770.500,00	DGD	en phase de lancement	frais de fonctionnement
Haïti	Programme d'appui au relèvement d'Haïti	2011-2014	425.572,56	DGD/11-11-11	99.565,96	20 %
Liban	Aide d'urgence pour réfugiés extrêmement vulnérables venant de Syrie	2013-2014	533.750,00	DGD	en phase de lancement	frais de fonctionnement
Niger	Projet de renforcement des capacités de résilience aux crises alimentaires, Niger	2013-2014	1.577.571,00	DGD	132.012,36	frais de fonctionnement
Pakistan	Réhabilitation de l'agriculture après inondations	2011-2013	634.086,00	DGD	29.267,64	21 %
Soudan du Sud	Aide d'urgence pour les victimes du LRA	2011-2013	912.660,00	DGD	194.283,58	frais de fonctionnement
Soudan du Sud	Activités génératrices de revenus et début de réhabilitation dans les Equatorial States	2011-2013	945.115,00	DGD	173.538,65	frais de fonctionnement
Syrie	Aide d'urgence pour des familles déplacées accueillies par la population locale.	2013-2014	150.000,00	VAIS	100.000,00	frais de fonctionnement
Syrie	Aide dans les camps pour déplacés et des camps de fortune dans le nord-ouest de la Syrie	2013-2014	1.100.000,00	ECHO/Caritas Luxembourg	50.000,00	frais de fonctionnement
Total					**2.562.946,00**	

Développement

Pays	Titre du projet	Période	Budget	Bailleur de fonds	Dépenses en 2013 en EUR	Contribution de Caritas International
Bosnie	Agriculture durable et écotourisme, Fojnica Municipality (Bosnie centrale)	2011-2013	373.695,00	Fondation Abbé Pierre, Secours Catholique, Région d'Auvergne, autres	25.080,25	40 %
Bosnie	Développement du tourisme rural dans les montagnes de Rajac et Vranica	2011-2013	151.867,80	UE	7.075,95	20 %
Bosnie	Renforcement des compétences professionnelles des adultes en zones rurales	2013-2015	123.764,11	UE	20.854,26	17 %
Burkina Faso	DRR Sahel	2009-2013	320.870,00	Caritas Espagne, Secours Catholique	31.634,27	6 %
Burundi	Amélioration durable de la sécurité alimentaire dans la province de Muyinga, phase 1	2006-2013	2.708.581,00	Fonds Belge de Survie / WBI	943,49	15 %
Burundi	Amélioration durable de la sécurité alimentaire dans la province de Muyinga, phase 2	2012-2015	1.776.041,86	Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire	561.860,46	15 %
Burundi	Diversification des revenus agricoles par l'arboriculture et la fruiticulture (DRABIAF)	2007-2013	998.017,00	UE cofin. ONG/CFP	32.070,79	25 %
Burundi	Rentabilisation des exploitations familiales à Kayanza et Muramvya (AREF)	2009-2013	998.666,66	UE Sec Alim	9.760,08	10 %
Burundi	Développement intégré de Kasenga (PADI)	2010-2013	525.413,28	DGD	309.088,16	20 %
Burundi	Programme multi-acteurs d'amélioration de la sécurité alimentaire dans les communes de Cendajuru, Gisuru et Kinyinya	2013-2018	1.764.706,00	Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire	87.858,35	15 %
Congo RD	Appui à la production et à la commercialisation des denrées agricoles en Ituri	2009-2013	1.570.085,01	UE Sec Alim	135.352,62	10 %
Congo RD	Agricongo	2012-2013	892.235,00	DGD - TRIAS	5.103,02	7 %
Congo RD Burundi Rwanda	Programme d'Appui au développement des communautés rurales des Grands lacs, phase 2	2012-2015	4.212.836,26	DGD (Plan Trienal) / WBI / Wereldmissiehulp	1.865.825,48	20 %
Ethiopie	Sécurité alimentaire en faveur des familles vulnérables dans les woredas Ganta-Afeshum et Gulomakda (est du Tigray)	2009-2014	3.495.600,00	Fonds Belge de Survie / provincie West-Vlaanderen / Ondernemers voor Ondernemers	669.196,58	15 %
Ethiopie	Amélioration de la production agricole à Enemore and Mirab-Badewacho	2009-2013	1.111.337,00	EU Food Facility	71.134,57	10 %
Ethiopie	Amélioration de la production dans 6 districts de la NNPS	2012-2014	1.471.565,00	EU Stability Fund/VITA	387.681,89	frais de fonctionnement
Indonésie	Réduction de la pauvreté à travers l'amélioration de la qualité et quantité de la production du cacao	2013-2014	35.789,00	La Loterie Nationale	15.789,00	32 %
Inde	Eau potable pour des familles Dalit dans 20 villages Warangal, Andhra Pradesh	2010-2013	100.000,00	Vlaamse Overheid Departement leefmilieu, natuur en energie / Wanakkam	23.572,00	15 %
Kosovo	Soutien à l'économie agricole et l'ecotourisme dans le sud	2010-2013	462.813,52	UE	14.971,10	15 %
Kosovo	Soutien à l'économie agricole et l'ecotourisme dans le sud	2013-2015	444.909,21	UE	179.976,88	11 %
Mongolie	Développer les compétences des coopératives dans les régions rurales de la province de Gobi-Altai	2013-2016	500.295,62	UE	17000,00	10 %
Niger	Projet de sécurité alimentaire, participatif et décentralisé, à Dakoro	2008-2013	2.801.757,00	Fonds Belge de Survie	480.385,40	15 %
Rwanda	Sécurité alimentaire au Bugesera (PASAB II)	2009-2013	3.229.493,00	Fonds Belge de Survie / WBI	328.075,27	15 %
Serbie	Renforcement de la formation professionelle pour adultes en zones rurales	2013-2015	137.068,25	UE	20.854,26	17 %
Thaïlande	Centre de langues pour la formation à l'emploi pour migrants à Bangkok et environs	2008-2013	88.823,00	Ondernemers voor Ondernemers	27.000,00	33 %
Total					**5.328.144,13**	

PROGRAMMES FONDS PROPRES

Programmes d'aide d'urgence avec le réseau Caritas

Face à une crise, l'organisation Caritas locale fait appel à l'aide du réseau Caritas.

Pays	Crise	Dépenses en EUR
Bulgarie	Crise humanitaire Syrie	6.308,00
Burkina Faso	Crise alimentaire Sahel	10.904,00
Centrafrique	Crise humanitaire	10.000,00
Congo (Kin)	Crise humanitaire	83.417,59
Ethiopie	Crise alimentaire Corne d'Afrique	109.109,25
Haïti	Tremblement de terre, choléra et ouragan Sandy	771.164,53
Inde	Inondations	10.000,00
Jordanie	Crise humanitaire Syrie	75.000,00
Liban	Crise humanitaire Syrie	154.351,55
Myanmar	Protection des déplacés	20.015,73
Pakistan	Inondations et tremblement de terre	40.000,00
Palestine	Conflit à Gaza	10.000,00
Philippines	Typhoon Haijan/Yolanda	378.900,55
Syrie	Crise humanitaire Syrie	134.351,55
Turquie	Crise humanitaire Syrie	50.000,00
Total		**1.863.522,75**

Renforcement des capacités : partenaires Caritas

Caritas International renforce ses partenaires du Sud et d'Europe de l'est et les dote de moyens nécessaires à la formation de leur personnel et à la pérennisation de leurs structures.

Pays	Organisation	Montant accordé en EUR
Burundi	Caritas Burundi et BDD	29.123,00
Congo RD	Caritas Congo et BDD	29.906,50
Ethiopie	Ethiopian Catholic Secretariat	42.490,00
Géorgie	Caritas Géorgie (ESF)	1.000,00
Haïti	Caritas Haïti	584,28
Kosovo	Caritas Kosovo	10.000,00
Liban	Caritas Mona	10.000,00
Mauritanie	Caritas Mauritanie	7.500,00
Niger	Cadev Niger	20.000,00
Rwanda	Caritas Kigali	40.000,00
Serbie	Caritas Serbie (ESF) et Belgrade	34.000,00
Vatican	Caritas Internationalis	9.160,00
Total		**233.763,78**

Isabel Corthier

Projets socio-économiques

Nous finançons des activités sans l'intervention de financiers institutionnels.

Pays	Nombre	Montant accordé en EUR
Arménie	1	10.000,00
Bénin	1	409,56
Bosnie-Herzegovine	1	10.000,00
Cambodge	1	5.972,00
Congo RD	17	61.425,00
Haïti	2	43.869,00
Inde	3	32.109,25
Indonésie	3	5.593,00
Mauritanie	2	15.000,00
Myanmar	1	20.000,00
Népal	3	23.247,00
Niger	1	4.000,00
Pakistan	3	62.757,00
Palestine	5	116.125,00
Rwanda	1	5.380,00
Sri Lanka	1	20.000,00
Soudan du Sud	1	16.085,68
Thaïlande	1	14.311,00
Total	**48**	**466.283,49**

Projets en partenariat

Nous avons, avec certaines associations belges, un partenariat pour la réalisation de projets qui correspondent à notre vision et mission.

Pays	Nombre de projets	Dépenses 2013 en EUR
Afrique du Sud	2	12.353,56
Arménie	1	2.578,44
Bénin	2	6.126,60
Burkina Faso	1	8.100,00
Burundi	1	12.622,99
Cambodge	1	1.049,24
Cameroun	1	31.191,25
Congo RD	5	57.603,16
Ethiopie	2	31.061,72
Haïti	2	12.011,00
Inde	4	63.005,64
Liban	1	18.818,00
Mali	1	19.444,22
Népal	1	4.158,44
Niger	1	10.568,16
Nigéria	2	8.013,92
Philippines	2	11.903,33
Rwanda	4	10.100,68
Sénégal	1	4.355,29
Sri Lanka	1	142,50
Tanzanie	1	5.000,00
Togo	2	16.549,61
Total	**39**	**346.757,75**

Isabel Corthier

ASILE ET MIGRATION

SOMMAIRE

NOS MISSIONS 21

CONTEXTE 22

UN ACCOMPAGNEMENT MULTIFACETTE 23
- ACCUEIL DE PREMIÈRE LIGNE 23
- REGROUPEMENT FAMILIAL 23
- ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE 24
- INTÉGRATION DES RÉFUGIÉS RECONNUS 27
- RETOUR VOLONTAIRE ET RÉINSTALLATION APRÈS RETOUR 29
- DÉTENTION 31
- TUTELLE DES MENA 32

PLAIDOYER 33
- CONFERENCE ERSO 33
- RÉUNION DES PARTENAIRES À LA RÉINSTALLATION 33
- PRISES DE POSITION 33

NOS MISSIONS

Caritas International apporte une réponse humaine et individuelle au parcours migratoire de chacun, défend les droits des migrants et les accompagne dans la recherche de solutions durables dans notre pays ou ailleurs.

Dans cette optique, Caritas International accueille un grand nombre de demandeurs d'asile dont la procédure est en cours. Nous optons pour un **accueil à taille humaine** dans des logements unifamiliaux. Ce modèle garantit l'autonomie de la personne, favorise la vie de famille et stimule l'intégration des personnes dans leur environnement local.

Pauline Willot

Outre le volet accueil, Caritas International organise également un **accompagnement social et juridique** de qualité non seulement des demandeurs d'asile accueillis mais également de tous les étrangers. Le soutien à destination de ces migrants passe par divers projets tels que l'accueil social de première ligne, l'intégration de réfugiés reconnus, la tutelle de Mineurs Etrangers Non Accompagnés (MENA), le retour volontaire et la réintégration après le retour, les projets de réinstallation, les visites en centres fermés…

Caritas International plaide pour une approche positive et globale de la migration et pour l'adoption de nouvelles politiques visant à favoriser l'intégration du migrant dans notre pays ou à l'aider à reconstruire sa vie dans son propre pays. Enfin, nous nous opposons fermement à la criminalisation des étrangers pour des raisons de politiques migratoires et à la détention systématique des migrants ou des demandeurs d'asile en situation irrégulière.

CONTEXTE

En 2013, 15.840 demandes d'asile ont été introduites en Belgique, ce qui constitue une diminution de 26,2% par rapport à 2012[1]. En 2012 également une diminution de 16% avait été enregistrée par rapport à 2011[2]. En 2013, le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) a reconnu dans 29,4% des dossiers traités que le demandeur d'asile avait besoin de protection: 17,7% des décisions étaient des décisions de reconnaissance du statut de réfugié et 11,7% des décisions d'octroi du statut de protection subsidiaire. En même temps, et depuis 2012, la **durée de l'examen de la demande d'asile** a été réduite de façon significative. En 2013, dans la plupart des dossiers, une réponse à la première demande d'asile est apportée dans les 4 mois. Caritas International se réjouit de cette diminution du temps d'attente pour les demandeurs d'asile mais s'interroge encore sur la **qualité de l'accueil** des demandeurs d'asile en Belgique. Notre pays accorde-t-il une protection à toutes les personnes qui y ont droit en raison des risques de persécution ou de traitements dégradants qu'elles pourraient subir dans leur pays d'origine ? Voilà, selon nous, la question principale à aborder.

Pauline Willot

Nous avons constaté, en 2013, que **l'accès aux procédures** ainsi qu'à **l'aide juridique** gratuite et de bonne qualité et à l'interprétariat est de plus en plus complexe. Par ailleurs, puisque le temps de traitement de la demande d'asile a été raccourci, un **accueil en plusieurs phases** n'a plus de sens. En effet, à chaque changement de structure (accueil de transit – accueil collectif – accueil en logement individuel – éventuel déménagement vers une place retour), l'accompagnement du demandeur d'asile s'interrompt et est transmis à un autre assistant social. Ce dernier doit alors prendre rapidement connaissance du dossier et essayer de gagner la confiance du demandeur d'asile qui, à son tour, doit à nouveau s'adapter à un nouvel environnement et redonner sa confiance à une nouvelle personne. De plus, la qualité de cet accompagnement varie considérablement d'une structure à l'autre.

Concernant les **retours au départ de la Belgique** : en 2013, 4.585 personnes sont retournées volontairement dans leur pays d'origine. Cette même année, la Belgique a également procédé à 4.139 retours forcés (rapatriements), soit environ 10% de plus qu'en 2012 (3.847 retours)[3].

Sur les 4.585 personnes retournées volontairement, 51% étaient des demandeurs d'asile déboutés, et 9.5% étaient des demandeurs d'asile en cours de procédure, les autres étant des personnes en situation irrégulière qui n'ont jamais demandé l'asile ou qui ont dépassé le délai de l'ordre de quitter le territoire[4]. Selon Fedasil : « *le nombre de retours enregistrés en 2013 est en baisse par rapport à 2012 (-19%), année record en matière de retour volontaire. Cette baisse s'explique en partie par la diminution des retours vers le Brésil, mais aussi par la baisse générale des demandes d'asile observée ces derniers mois (26% de demandes d'asile en moins en 2013 par rapport à 2012).* »

En 2013, un grand nombre de demandeurs d'asile déboutés étaient également dirigés vers des places de retour : de janvier à septembre 2013, 5.373[5] personnes ont été renvoyées vers ces places retour. Caritas International, ainsi que ses coupoles Vluchtelingenwerk Vlaanderen et Ciré, remarquent qu'un nombre important de personnes renvoyées (4.679 sur 5.373 soit près de 80%[6]) vers ces centres ouverts disparaissent, préférant une vie dans « l'illégalité » avec pour conséquence une grande précarité.

[1] http://www.lalibre.be/actu/belgique/les-demandes-d-asile-en-baisse-en-2013-52cc16f635701baedab2e5c1

[2] Migration, rapport annuel 2012, Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, p. 57.

[3] http://www.lacapitale.be/938359/article/actualite/belgique/2014-02-18/en-2013-la-belgique-a-consacre-pres-de-16-millions-d-euros-au-rapatriement-de-87

[4] http://fedasil.be/fr/news/retour-volontaire/4585-retours-volontaires-en-2013

[5] http://www.vluchtelingenwerk.be/bestanden/publicaties/VluchtelingenwerkVlaanderen-rapportTerugkeerplaatsen.pdf

[6] http://www.vluchtelingenwerk.be/bestanden/publicaties/VluchtelingenwerkVlaanderen-rapportTerugkeerplaatsen.pdf

UN ACCOMPAGNEMENT MULTIFACETTE

Le travail de Caritas International en matière d'asile et migration englobe différents domaines : l'accueil des demandeurs d'asile, l'accueil d'un public-cible spécifique (mamans avec enfants) à Louvranges, l'accueil de première ligne, l'accompagnement sociojuridique des demandeurs d'asile, le soutien au regroupement familial, l'intégration de réfugiés reconnus, le retour volontaire et la réintégration après retour, la tutelle des MENA ou encore les visites en centre fermé. Cette multidisciplinarité permet une approche globale de l'individu qui bénéficiera d'une expertise de qualité, adaptée à ses besoins, quel que soit son choix de vie.

ACCUEIL DE PREMIÈRE LIGNE

Caritas International assure un accueil de première ligne à tout étranger, indépendamment de son statut ou sa nationalité. A partir de cet accueil de première ligne, les migrants sont soit aidés par notre service de première ligne, soit redirigés vers nos projets plus spécifiques, soit – le cas échéant – vers d'autres services ou institutions. En 2013, le service d'accueil de première ligne a ouvert 1.482 nouveaux dossiers. 51,7% de ces personnes ont été accompagnées dans leur projet de retour volontaire (voir plus loin), 30,9% demandaient l'aide de Caritas International pour un regroupement familial. Les autres personnes suivies (17,4%) connaissaient des demandes diverses : besoin d'une aide administrative, suivi de procédure liée au séjour, demandes concernant une régularisation pour raisons humanitaires ou médicales, assistance au logement, à la santé…

« Nous suivons la majorité des dossiers de façon très active. En effet, un grand nombre de personnes ne comprennent pas bien le français, ni le néerlandais et donc ne comprennent pas suffisamment bien les documents qu'ils reçoivent, ou ne savent pas quels documents rassembler en vue du regroupement, ne savent pas quelles démarches administratives réaliser,… Ces personnes-là, nous les rencontrons parfois plusieurs fois par mois. »

Amandine Maret, coordinatrice du service social.

REGROUPEMENT FAMILIAL

Le regroupement familial est la possibilité donnée à des membres d'une famille séparés entre plusieurs pays de se retrouver. En 2013, le service social est intervenu dans 830 dossiers dont 458 nouveaux. Les nationalités qui demandent le plus souvent un regroupement familial sont les Guinéens, les ressortissants de la RDC, de l'Afghanistan et de la Syrie.
Le 26 septembre 2013, la Cour Constitutionnelle a rendu un arrêt modifiant les conditions du regroupement familial. Depuis lors, entre autres, les bénéficiaires de la protection subsidiaire ont les mêmes possibilités et conditions que les personnes reconnues réfugiées. Ils sont donc exemptés de conditions de revenu, de logement suffisant et d'assurance maladie si la demande de visa est introduite dans l'année suivant l'obtention du statut. Par ailleurs, la Cour a également confirmé que les MENA ayant le statut de réfugié ou bénéficiant de la protection subsidiaire ne doivent pas être autorisés à séjourner pour une durée illimitée pour se prévaloir du droit au regroupement familial avec leurs parents. Cet arrêt a donc modifié les pratiques et, par conséquent, le service social de Caritas International en a informé ses bénéficiaires et a, bien entendu, adapté son travail.

WWW.CARITAS-INT.BE

Gisèle retrouve son plus jeune fils après 3 ans

Faire de la vie de famille une réalité

ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE

Chaque demandeur d'asile a, en Belgique, droit à l'accueil dès l'introduction de sa demande et pour toute la durée de la procédure (loi du 12 janvier 2007). Dans notre pays, deux modèles d'accueil coexistent pour les personnes qui introduisent une demande d'asile. Dans un premier temps, la majorité des demandeurs d'asile sont hébergés en centres collectifs. Dans une seconde phase, s'ils en font la demande, ils peuvent emménager dans des logements unifamiliaux (certaines personnes vulnérables sont immédiatement logées dans des logements individuels). C'est pour ce second modèle que Caritas International a opté. Modèle à taille humaine, il est en effet synonyme d'une autonomie accrue des personnes accueillies, il favorise leur intégration dans leur environnement immédiat et il coûte moins cher à l'Etat. En 2013, la structure du Service Accueil de Caritas International a hébergé 1.419 demandeurs d'asile dont la majorité sont des couples avec enfants ou femmes seules avec enfant.

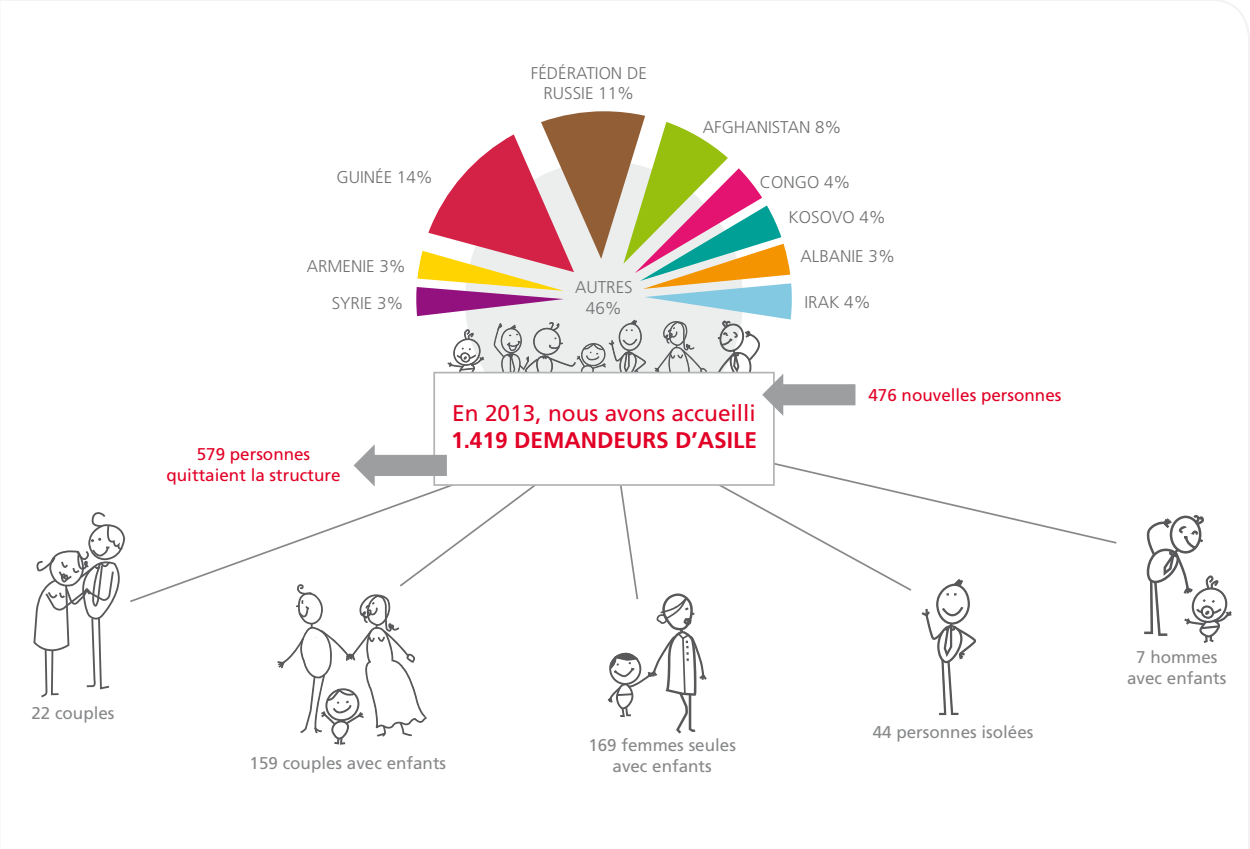
Fermeture de 313 places d'accueil

Le contexte actuel a eu d'importantes conséquences sur le Service Accueil de Caritas International. En effet, en septembre 2013, le cabinet de la Secrétaire d'Etat en charge de l'Asile et la Migration nous a imposé de fermer les places d'accueil temporaires créées en 2010 lors de la crise de l'accueil. Ainsi, le Service Accueil s'est attelé à « fermer » 71 logements, soit 313 places d'accueil sur les 968 places disponibles en janvier 2013. Les logements fermés se situent à Charleroi, Verviers, Seraing, Alost, Vilvorde, Bruxelles et Malines. Afin d'organiser concrètement ces fermetures, Caritas international a mis fin à certains baux et a organisé le déménagement des familles hébergées vers d'autres maisons. Si nécessaire, les maisons vides ont été remises en état et le nombre de familles hébergées a progressivement diminué.

Autre triste conséquence de cette diminution du nombre de places d'accueil : Caritas International a malheureusement dû se séparer de plusieurs collaborateurs du Service Accueil. Une mesure dont le plein effet se fera principalement ressentir en 2014.

Association de promotion du logement (APL)

La constitution d'un parc locatif de près de 1000 places d'accueil ne s'est pas faite sans efforts. C'est pourquoi Caritas international n'a pas immédiatement mis fin à tous



les baux en cours (22 habitations sur 71 à fermer sont toujours gérées par Caritas International) et cherche aujourd'hui des possibilités de reconversion d'une partie du parc locatif situé sur le territoire wallon afin de pouvoir proposer ceux-ci à d'autres familles en situation précaire. En 2013, il nous semble que les besoins de logements à des prix accessibles sont énormes et nous pensons que notre expertise en termes de gestion de logement et d'accompagnement de publics précarisés peut être utile à d'autres publics-cibles. En outre, notre expertise et notre organisation de travail nous permettent de créer une Association de promotion du logement (APL). Dans ce sens, nous envisageons actuellement l'introduction d'une demande d'agrément auprès de la Région Wallonne.

Cette démarche s'intègre dans la réflexion menée par Caritas International concernant l'accueil de public-cibles spécifiques (personnes vulnérables telles les mamans isolées, les femmes seules, les MENA…). Dans ce cadre, une demande de projet d'accueil en autonomie de MENA reconnus réfugiés a également été introduite en 2013 auprès de Fedasil et de la Région flamande en collaboration avec Vluchtelingenwerk Vlaanderen. En effet, nous souhaiterions accueillir ce public-cible dans une partie de nos logements et créer les conditions adéquates nécessaires à l'encadrement de ces jeunes.

Activités socio-culturelles

Malgré les difficultés rencontrées suite à la fermeture des places temporaires, le service Logement a, en 2013, maintenu l'organisation d'un grand nombre d'activités socio-culturelles. En effet, l'année passée, il a organisé une vingtaine d'activités pour les demandeurs d'asile résidant dans nos maisons. Les objectifs de ces activités sont divers : permettre aux familles d'oublier un peu leurs soucis ou les événements traumatisants qu'ils peuvent avoir traversés, découvrir un environnement nouveau, offrir un moment de détente, de convivialité entre familles et travailleurs sociaux ou encore de sensibiliser les familles à la vie en communauté. Pour le travailleur social également, ces activités permettent d'apprendre à mieux connaître les familles dans un cadre différent.

WWW.CARITAS-INT.BE

L'accueil à taille humaine des demandeurs d'asile

Pauline Willot

Pauline Willot

LES LOGIS DE LOUVRANGES : UN ACCUEIL SPÉCIFIQUE POUR LES FEMMES SEULES AVEC ENFANTS

Les logis de Louvranges de Caritas International ont accueilli, en 2013, 24 nouvelles femmes accompagnées de 43 enfants au total. La moyenne d'occupation sur l'année 2013 est de 21 femmes et 42 enfants, soit un taux d'occupation de 95 pourcent. Au cours de l'année écoulée, 12 familles ont obtenu une protection en Belgique et ont quitté nos logements, 4 familles ont été déboutées et n'avaient, par conséquent, plus droit à l'accueil et 3 familles sont parties pour d'autres raisons (regroupement familial, par exemple).

En 2013, le projet de halte-accueil a vu le jour. Cette halte-accueil propose un accueil occasionnel ou régulier aux enfants dont les mamans en procédure d'asile suivent une formation ou doivent effectuer des démarches administratives, médicales, en rapport avec leur procédure, de recherche de logement,… « Les mamans qui résident ici étaient réellement bloquées au niveau des formations parce que nous ne trouvions aucune place pour leurs enfants dans les crèches du coin », explique Nathalie Braun, coordinatrice des Logis. « Il y a une réelle saturation des crèches en Brabant Wallon. Par ailleurs, pour les mamans, pouvoir participer aux cours de langues – cours qui donnent ensuite accès à des formations qualifiantes – est essentiel pour leur intégration future dans notre société. C'est pourquoi nous avons décidé d'ouvrir ici, sur place, une halte-accueil. » De plus, il était aussi important de permettre à ces mères isolées, qui s'occupent seules de leurs enfants de pouvoir souffler de temps en temps. La halte-accueil emploie deux puéricultrices et a accueilli en 2013 entre 5 et 10 enfants par jours, âgés de 0 à 3 ans. Fin 2013 néanmoins, la pérennité de la halte-accueil a été menacée suite à la fermeture des places d'accueil temporaires. Faute de moyens financier, le poste d'une des deux puéricultrices est en péril.

WWW.CARITAS-INT.BE

- Maintien d'une halte-accueil pour bébés réfugiés
- Article sur le maintien de la halte-accueil
- Logis de Louvranges : Interview de Binta, guinéenne

Formations à l'intégration citoyenne

En collaboration avec le Dispositif de concertation et d'appui aux Centres Régionaux d'Intégration (DISCRI), le Centre régional d'intégration du Brabant Wallon (CriBW) et l'Asbl Génération Espoir, un projet-pilote de formation à l'intégration citoyenne des demandeuses d'asile résidant aux Logis de Louvranges a été mené en 2013. Au cours de 9 séances de formation, les mamans ont travaillé sur les thèmes suivants : la santé, le logement et la recherche de logement en Belgique, comment se présenter, l'organisation politique belge et l'histoire de la Belgique et la fiche d'identité.

Classe passerelle et arrivée des « SVE »

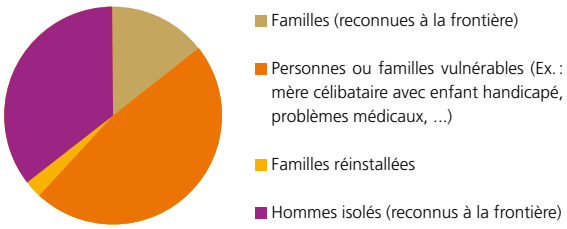
Autre projet mis en place en 2013 : la classe passerelle à l'école communale de Blocry, à Louvain-la-Neuve. La majorité des enfants résidant à Louvranges sont, en effet, scolarisés à l'école du Blocry. En collaboration avec Caritas International, l'école a introduit un dossier afin de permettre la création d'une classe passerelle. Cette classe accueille donc, depuis novembre 2013, des élèves originaires de pays étrangers qui se retrouvent sans ou quasi sans bagage scolaire ni connaissance de la langue française, au sein d'un système éducatif qu'ils ne connaissent pas. Elle leur donne les outils nécessaires à leur passage vers les autres classes.

Le 5 juillet 2013, deux volontaires sont également arrivées à Louvranges dans le cadre du Service de Volontariat Européen (SVE). Ces deux volontaires vivent aux Logis de Louvranges et renforcent l'équipe de collaborateurs en place pour un an.

INTÉGRATION DE RÉFUGIÉS RECONNUS

La Cellule Intégration de Caritas International offre aux réfugiés reconnus un accompagnement sur mesure tout au long de leur parcours d'intégration. Notre premier public-cible sont les réfugiés qui ont demandé l'asile à l'aéroport et qui ont obtenu un statut lors d'une procédure accélérée en centre fermé ou maison de retour. Notre deuxième public sont des réfugiés appartenant à des groupes-cibles vulnérables, vulnérabilités qui constituent autant d'obstacles dans leur parcours d'intégration : par exemple avec un problème médical ou psychosocial, des mères célibataires, personnes réinstallées (voir ci-dessous) ou des mineurs étrangers non-accompagnés. Une fois reconnus, ces réfugiés doivent trouver un logement et apprendre à réorganiser leur vie de manière autonome et ce, dans des délais courts. Ces personnes rencontrent d'importantes difficultés dans la recherche d'un logement, l'attente avant d'obtenir l'aide du CPAS… L'accompagnement dans le trajet intégration de ces groupes-cibles est réalisé par un coach d'intégration, qui offre un accompagnement à la mesure des besoins, durant 2 ans. L'équipe de coaches est active dans toute la Belgique, avec des antennes à Bruxelles, Liège et Anvers.

Publics-Cibles soutenus par la Cellule Intégration



En 2013, 176 dossiers, représentant 357 personnes, faisaient l'objet d'un suivi dont 80 nouveaux dossiers. Le top 5 des nationalités représentées au sein de ces dossiers sont des personnes issues de Palestine, Chine, Syrie, Guinée, et Irak. La majorité des bénéficiaires (115 dossiers sur 176) sont des réfugiés reconnus. Les autres ont obtenu la protection subsidiaire (61 dossiers sur 176).

L'année passée, la Cellule Intégration de Caritas International a également mis l'accent sur l'intégration socioprofessionnelle de ses bénéficiaires avec la volonté de les sensibiliser par rapport aux obstacles rencontrés à tous les stades et de formuler des recommandations.

« Le problème, c'est le payement de l'aide du CPAS. Moi j'ai dû attendre 3 mois pour avoir ma carte d'identité et comme je n'avais pas de compte en banque, j'ai dû attendre presque 2 semaines pour recevoir mon aide en chèques. Quand j'ai reçu les chèques, je suis allé à la poste mais ils ne voulaient pas me donner l'argent parce que je n'avais pas de carte d'identité. J'ai dû retourner au CPAS qui a dû faxer une copie de mon « annexe 25 » et puis finalement j'ai eu l'argent. »

Mahmoud, 31 ans, Palestinien, réfugié habitant à 1000 Bruxelles.

NOUVEAU PROJET : PARRAINS/MARRAINES

Le projet parrains/marraines a été mis sur pied en 2013 sur proposition d'anciens bénéficiaires de la Cellule Intégration de Caritas International. Il s'inscrit dans le travail de la Cellule Intégration qui vise à favoriser l'insertion des réfugiés vulnérables (reconnus en centre fermé, mères isolées, mineurs, handicapés) dans leur environnement local et, plus largement, leur intégration au sein de notre société. *« Les réfugiés arrivés depuis un certain temps sont passés par de nombreuses étapes d'intégration en Belgique »*, explique Ariane Dewandre, chargée du projet. *« Nous pensons que leur expérience est essentielle et peut servir les primo arrivants. De plus, ces parrains et marraines sont mieux ancrés localement (dans la ville ou commune où ils vivent) qu'un travailleur social et peuvent donc mieux servir de guide au quotidien. »*

En 2013, les parrains/marraines étaient au nombre de sept.

WWW.CARITAS-INT.BE

Accompagnement sur mesure : clé d'une intégration réussie

PROGRAMMES DE RÉINSTALLATION

Dans le cadre du programme européen de réinstallation, la Belgique s'était engagée à procéder à la réinstallation sur son territoire de 100 réfugiés en 2013. Les groupes de réfugiés ont été définis en accord avec les priorités du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et de l'Union européenne.

Sur la base de ces critères de priorité, la Belgique a décidé de réinstaller 40 réfugiés burundais séjournant dans des camps en Tanzanie, 40 réfugiés congolais séjournant dans des camps au Burundi et 20 réfugiés vulnérables originaires de différentes régions du monde (femmes et enfants en danger ou personnes qui ont survécu à des actes de violence ou de torture). Au mois de juillet, 4 familles burundaises (20 personnes au total) sont arrivées et sont accompagnées par la Cellule Intégration de Caritas International. Dans un second temps, fin 2013, 8 familles congolaises soutenues par Caritas International sont arrivées (36 personnes au total). Après l'arrivée des Congolais, quatre personnes dites « vulnérables » – sélectionnées sur dossier – sont également arrivées en Belgique et sont à ce jour soutenues par notre organisation.

La nouveauté par rapport aux contingents réinstallés précédents est le nombre accru de personnes réinstallées, ce qui signifie qu'un plus grand nombre de personnes sont accompagnées par la Cellule Intégration. De plus, une collaboration a été mise en place avec les CPAS qui mettent des logements à disposition. Ce dernier aspect permet à Caritas International de travailler de suite à l'ancrage de la personne dans son environnement local, d'accélérer l'installation et les facteurs d'intégration qui en dépendent.

« La vie était vraiment dure dans ce camp. Même si on pouvait sortir dans le pays, on vivait de manière rudimentaire dans des petites maisonnettes. On fabriquait nos lits nous-mêmes avec une planche d'arbre, et cela faisait très mal. Nous recevions de la nourriture, mais bien souvent, lorsqu'on nous disait qu'il y avait dix kilos, il n'y en avait réellement que sept. »

Timiza, Congolaise réinstallée en Belgique.

WWW.CARITAS-INT.BE

Blog – réinstallation en images

Parole à l'Exile – La "réinstallation" des réfugiés: ne peut-on pas en faire plus ?

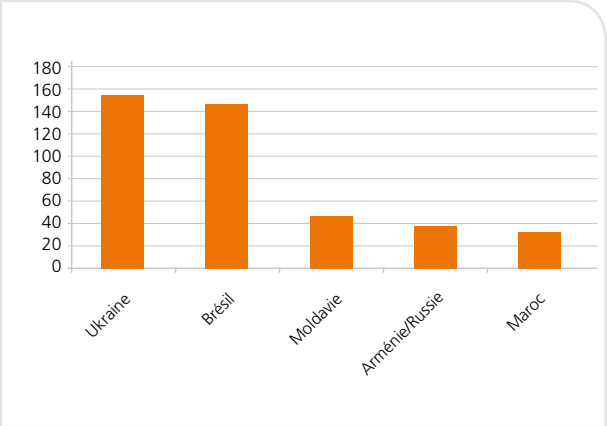
RETOUR VOLONTAIRE ET RÉINTÉGRATION APRÈS RETOUR

Durant leur séjour en Belgique, des circonstances particulières conduisent certains migrants ou (ex-) demandeurs d'asile à envisager un retour dans leur pays d'origine, parfois après de nombreuses années d'exil ou un long séjour en Belgique. Pour leur assurer un retour digne et une réintégration durable, il est nécessaire de bien préparer le départ et de pouvoir les soutenir après leur retour au pays.

Retour volontaire

En 2013, le service social a ouvert 767 dossiers de retour volontaire. Le plus grand nombre de demandes ont été introduites par des personnes n'ayant pas (encore) reçu d'ordre de quitter le territoire (OQT) et par des personnes ayant décidé de retourner plus de 30 jours après avoir reçu l'OQT.

Le top cinq des pays-retour



Le changement le plus important au niveau des retours volontaire en 2013 concerne les ressortissants brésiliens. En effet, les demandes de retour introduites par ces derniers ne sont plus automatiquement acceptées parce que, depuis mai 2012, l'octroi du soutien financier à la réintégration est lié au statut du candidat au retour[7]. Seuls les demandeurs d'asile ou personnes ayant reçu un ordre de quitter le territoire peuvent en bénéficier. Les personnes vulnérables peuvent, quant à elles, toujours bénéficier d'un soutien particulier, quel que soit leur statut. Les personnes qui n'ont jamais introduit de demande d'asile (migrants sans papiers) n'ont plus droit à un soutien financier complémentaire et ne peuvent bénéficier que d'un billet d'avion. Plus aucune prime au retour n'est octroyée aux personnes issues de pays dont les ressortissants sont dispensés de visa. Caritas International constate une importante diminution du nombre de demandes introduites par les personnes issues du Brésil: 147 en 2013 contre 237 demandes introduites en 2012.

Réintégration après retour

Outre le retour volontaire, Caritas International met en œuvre depuis 2004 le projet « réintégration durable » par lequel les personnes qui souhaitent retourner volontairement sont accompagnées dans leur réintégration au pays d'origine. Pour ce faire, Caritas International travaille dans le cadre des structures du fonds de réintégration de Fedasil et du projet européen STAVR et s'est créé un important réseau d'organisations partenaires qui soutiennent les personnes retournées dans leurs démarches de réintégration.

Une prime de réintégration flexible et adaptée, répondant adéquatement aux besoins particuliers de chaque candidat au retour est, selon nous, le gage d'un retour réussi. En 2013, Caritas International a organisé et soutenu le retour et la réintégration après retour de 762 personnes. Les pays vers lesquels nous notons le plus de retours volontaires sont la Russie, l'Arménie et le Kazakhstan.

En janvier 2013, les critères d'accès au soutien à la réintégration ont été modifiés une seconde fois (première modification en 2012): tout comme les personnes issues de pays libres de visa, les personnes désireuses de retourner au Kosovo n'ont plus droit au soutien à la réintégration, ni à la prime de retour. Les années précédentes pourtant, les candidats au retour pour le Kosovo faisaient partie du top 5 des pays de retour. Par ailleurs, l'augmentation des retours volontaires vers la Russie remarquée en 2012 s'est développée en 2013. La plupart de ces personnes retournent dans le Caucase du Nord.

« Tout comme l'intégration de primo-arrivants en Belgique est nécessaire, la réintégration après le retour volontaire dans le pays d'origine est importante. Les personnes retournées doivent pouvoir bénéficier d'un accompagnement sur mesure. »

Anne Dussart, responsable des programmes sociaux Lenie Van Goor de Maatwerk.

[7] Le montant de l'aide – minimum 700 et maximum 2200 euros – dépend de la période et du timing selon lesquels le demandeur d'asile décide de retourner dans son pays d'origine.

LE RETOUR VOLONTAIRE D'ILYAS AU DAGHESTAN

Ilyas (nom d'emprunt) est arrivé en Belgique en avril 2011 suite à d'importants problèmes avec les autorités locales de Makhatchkala, Daghestan. Arrivés en Belgique, sa femme Fatima, leurs deux enfants et lui ont demandé l'asile. Rapidement, ils se sont vus désigner un logement à Anderlecht (ILA). Plus d'un an après l'introduction de la demande d'asile, en mai 2012, ils ont reçu une décision négative et un ordre de quitter le territoire belge. Ilyas a alors choisi de retourner volontairement dans son pays d'origine avec le soutien à la réintégration de Caritas International. En effet, pendant leur séjour en Belgique, un nouveau président fut élu au Daghestan et la situation s'y est stabilisée, ce qui a permis à la famille d'envisager un retour.

Avant son départ, Ilyas gérait, avec son père, un commerce de pièces automobiles détachées. Il lui semblait donc logique de rouvrir ce commerce après son retour. En collaboration avec Caritas International, un business-plan a alors été rédigé.

Après le retour, la famille a connu divers problèmes qui ont retardé la mise sur pied du micro-business d'Ilyas : sa maman est tombée gravement malade. Par ailleurs, sa femme a également donné naissance à un troisième enfant. C'est donc en décembre 2012 seulement qu'Ilyas a pu acheter les pièces d'autos nécessaires et a pu louer un containeur sur le marché de Makhatchkala. Cela lui a permis de gagner un salaire suffisant pour subvenir aux besoins de sa famille.

Lors d'une visite de monitoring de Caritas Moscou en 2013, il est apparu que le business d'Ilyas tournait bien. Il semblait heureux d'être rentré et content du soutien reçu par Caritas et s'est excusé pour les retards encourus avant l'ouverture de son commerce. Comme le veut la coutume dans le Caucase du Nord, la femme d'Ilyas est maman à temps plein, Ilyas est donc le seul à générer un salaire.

NOUVEAUX PROJETS : ERSO SURE-VD ET ERI

ERSO SURE-VD (pour « Sustainable Return of Vulnerable and Disabled persons ») est un programme de retour qui vise à soutenir la réintégration de personnes vulnérables désireuses de retourner au Pakistan, en Irak et en Mongolie. Comme certains candidats au retour ne peuvent faire appel aux critères nationaux de réintégration (voir ci-dessus), Caritas International fait appel à son réseau de partenaires européens afin de proposer tout de même une solution durable à ces personnes.

ERI (European Re-integration Instrument project) est financé par le Fonds européen au retour de la Commission Européenne. Ce projet vise à soutenir le retour de ressortissants marocains ne pouvant plus résider sur le territoire européen et qui décident de retourner dans leur pays, et ce, au départ des Pays-Bas, de la Belgique ou de l'Allemagne. Pour la mise en place de ce projet, Caritas International collabore avec la Fondation Orient-Occident (FOO) qui se chargera au Maroc de l'accompagnement et du soutien des personnes retournées dans leur pays d'origine.

WWW.CARITAS-INT.BE

Article – « Le trajet réintégration aussi vital que l'intégration »

« Je rentre : le retour volontaire de Sarantuya »

« Je rentre : le retour volontaire d'Hamid »

Échanges relatifs à la pratique de la réintégration dans le Caucase, en Asie Centrale et en Russie

DÉTENTION

Les étrangers qui résident sur le territoire belge sans disposer des documents requis ainsi que des demandeurs d'asile qui demandent l'asile à la frontière ou qui doivent être transférés dans le cadre de « Dublin » peuvent être détenus dans un centre fermé. Ces derniers sont gérés par l'Office des Etrangers (OE). Caritas International ainsi que quelques autres ONG ont reçu l'autorisation d'accéder au centre fermé 127bis. Caritas International est contre l'enfermement des étrangers pour des raisons de politiques migratoires. Mais puisque la pratique est courante en Belgique, il est essentiel pour Caritas International de visiter ces centres fermés. Depuis juin 2013, un collaborateur supplémentaire travaille sur le sujet et rend visite au centre 127bis de Steenokkerzeel une fois par semaine. Ces visites régulières visent à informer les migrants détenus sur leur situation et leurs droits, à briser leur isolement, à apporter un soutien socio-psychologique et juridique, et à observer leurs conditions de détention.

Statistiques

En 2013, les collaborateurs de Caritas International ont parlé une ou plusieurs fois avec 119 personnes enfermées au centre de rapatriement 127bis. Les personnes visitées proviennent essentiellement d'Afghanistan, du Maroc, de la RDC, de Tchétchénie, du Daghestan et du Pakistan. La majorité d'entre eux sont des hommes. Près de la moitié de ces personnes sont des demandeurs d'asile déboutés ou des personnes en situation irrégulière n'ayant jamais introduit de demande d'asile, enfermées dans l'attente d'un rapatriement vers leur pays d'origine. Par ailleurs, un grand nombre de personnes sont détenues dans le cadre du règlement de Dublin, en attente d'un transfert vers l'Etat membre compétent.

Évolutions

En 2012, les Afghans rencontrés étaient tous enfermés en attente d'un transfert vers un autre Etat membre de la zone Schengen. En 2013, par contre, un grand nombre d'Afghans étaient enfermés en attente d'un rapatriement vers Kaboul, et ce, alors que le HCR indique que la situation en Afghanistan a récemment empiré[8] et qu'elle ne fera que se détériorer encore en 2014. Certains Afghans rencontrés avaient été arrêtés lors d'une manifestation à Bruxelles en septembre 2013 et transférés en centres fermés, dont le 127bis. Un certain nombre d'entre eux ont été libérés rapidement après une procédure en appel intentée par leur avocat. Pour d'autres, les avocats ont entamé la procédure trop tard. Ces personnes-là, souvent des personnes ayant résidé pendant de longues années en Belgique, ont été rapatriées à Kaboul après plusieurs semaines de détention.

En 2013, des mesures ont également été prises concernant un accès plus sévère à l'aide juridique. Ainsi, les règles internes de l'Ordre des barreaux Flamands (OVB) pour la nomination d'avocats « pro deo » sont, entre autres, plus strictes. La conséquence ? Impossible pour certains bénéficiaires de changer d'avocat lorsque la confiance avec ce dernier est rompue. En 2013, Caritas International s'est plusieurs fois heurtée à cette limite qui va à l'encontre du principe de libre choix de l'avocat et qui peut avoir des conséquences dramatiques

[8] Voir à ce sujet UN High Commissioner for Refugees (UNHCR), UNHCR Eligibility Guidelines for Assessing the International Protection Needs of Asylum-Seekers from Afghanistan, 6 August 2013, HCR/EG/AFG/13/01, available at: http://www.refworld.org/docid/51ffdca34.html.

EN DÉTENTION :

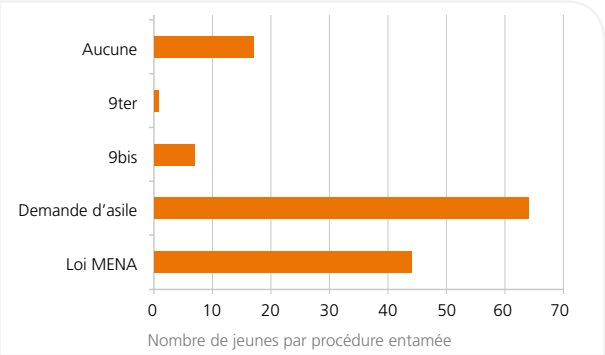
« Une jeune fille irakienne (20 ans) est arrivée à l'aéroport de Zaventem via la Turquie. Elle demanda l'asile à la frontière et fut immédiatement enfermée. Suite à une décision négative, les autorités belges ont souhaité la renvoyer vers la Turquie (conformément à la Convention de Chicago). Au moment du rapatriement, les autorités turques ont refusé l'accès au territoire à la jeune fille. Elle a donc été renvoyée vers Bruxelles. Là, elle a dû reprendre un vol suivant vers la Turquie qui lui a, à nouveau, refusé l'accès. Dans la même semaine, cette jeune fille s'est rendue trois fois en Turquie (6 vols). Après six mois et demi de détention, la jeune fille, affaiblie physiquement et psychologiquement – a enfin été libérée. »

TUTELLE DES MENA

Le service des tutelles a reçu en 2013, 1786 signalements de MENA, un chiffre nettement inférieur au nombre de signalements reçus en 2012 (2811). Les nationalités les plus représentées sont : le Maroc, l'Afghanistan, la Guinée, l'Algérie et la RDC. En 2013, le service Tutelle des MENA de Caritas International a traité 133 dossiers pour 188 en 2012.

La plupart des mineurs accompagnés par nos services font appel à la procédure de séjour spécifique pour MENA ou demandent l'asile. Seul un nombre restreint de jeunes ont, en 2013, demandé une régularisation pour raisons humanitaires (9bis) ou médicales (9ter). Les jeunes n'ayant aucune procédure en cours sont ceux qui ont eu 18 ans et qui, après leur majorité, ont « choisi » de ne pas retourner dans leur pays d'origine. Ils sont donc en situation irrégulière en Belgique. Cette catégorie comprend aussi des jeunes pour qui l'avocat et/ou le tuteur évaluent actuellement la procédure adéquate à entamer.

Type de procédure



Les résultats de ces procédures sont similaires à 2012 : moins de la moitié des jeunes ayant demandé l'asile en Belgique obtiennent effectivement le statut de réfugié ou la protection subsidiaire.

PROJET DE RETOUR VOLONTAIRE DES MENA

La recherche d'une solution durable est la pierre angulaire de la mission du tuteur. Le législateur reconnaît trois solutions durables : un regroupement familial dans un pays tiers, un retour vers le pays d'origine et un séjour illimité en Belgique. La loi indique également que, dans le cadre de cette solution durable, l'Office des Etrangers visera prioritairement à sauvegarder l'unité familiale et l'intérêt supérieur de l'enfant. Dans ce cadre, Caritas International a, en 2013, étendu aux mineurs son expertise en matière de retour volontaire.

En étroite collaboration avec les partenaires du réseau Caritas dans les pays d'origine – notamment via une mission d'exploration en Guinée Conakry (partenaire 3AE) en février 2013 et une conférence sur la réintégration de MENA dans ce même pays en décembre 2013 – Caritas International travaille actuellement sur la thématique de la médiation familiale (family assessment). Pour Caritas International, aborder le retour va de pair avec le rétablissement des liens entre le jeune et sa famille. Une tâche qui peut s'avérer complexe puisque certains jeunes sont envoyés en Europe et sont ainsi mandatés par la famille afin d'améliorer son niveau de vie. Un retour volontaire et une réintégration durable ne fonctionnent, selon nous, que si la famille a marqué son accord.

Pauline Willot

PLAIDOYER

CONFÉRENCE ERSO

Lors de la semaine des partenaires de 2013, une conférence a été organisée par Caritas International sur le thème : « Vers un retour durable – Conférence ERSO pour les réseaux d'ONG et les autorités locales sur les meilleures pratiques et leçons acquises en matière d'aide à la réinsertion ». Cette conférence traitait de ce qui se passe pour les personnes retournées après leur retour dans le pays d'origine et le travail de nos partenaires locaux dans l'accompagnement de ces personnes. L'accent était mis sur les retours vers l'Afrique de l'Ouest et, en particulier, la Sierra Leone, le Sénégal, le Cameroun, le Togo et le Maroc.

RÉUNION DES PARTENAIRES À LA RÉINSTALLATION

Caritas International participe activement aux réunions biannuelles des partenaires impliqués dans les programmes de réinstallation en Belgique (stakeholdersmeeting resettlement). Ces réunions rassemblent plus de 50 participants dont le point de contact belge du Réseau européen de réinstallation (www.resettlement.eu), le Bureau du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA), les autorités locales, un grand nombre d'ONG et organisations internationales impliquées dans les activités de réinstallation et d'intégration des personnes réinstallées. Elles permettent aux partenaires d'échanger leurs expériences, dans le but d'améliorer le programme de réinstallation belge.

PRISES DE POSITION

Entre autres sur la thématique des mineurs avec l'article « Les réfugiés mineurs doivent être encadrés » suite à l'annonce de la suppression du revenu d'intégration des jeunes par le CPAS de Gand (dans De Morgen 27.02.2013).
Ou encore à l'occasion de la Journée Mondiale du Réfugié, le 20 juin 2013, avec un appel adressé à la Commission Européenne concernant le regroupement familial : « *La confédération des 49 Caritas européennes appelle l'UE à offrir le même droit au regroupement familial à tous les réfugiés reconnus* ». (« Faire de la vie de famille une réalité »)

Pauline Willot

COMMUNICATION, RÉCOLTE DE FONDS & ÉDUCATION

ANNÉE DE CRISES ET DE SOLIDARITÉ

Les crises humanitaires qui ont émaillé 2013 et mobilisé nos équipes sur le terrain ont pris une place considérable dans le travail du Département Communication. Ainsi, en mars, au seuil de la troisième année de la crise syrienne, nous lancions avec nos partenaires du Consortium belge pour les situations d'urgence (www.1212.be) la campagne « *Syrie, sauver des vies* ». But de l'opération : mobiliser l'opinion belge autour de ce qui s'impose comme la pire tragédie humanitaire de notre temps. Cet effort de campagne, Caritas International l'a également porté tout au long de l'année auprès de ses sympathisants, à travers ses appels, magazines, dossiers en ligne ou interventions dans la presse. En octobre, à l'approche de l'hiver, le Consortium 12-12 et ses membres associent à nouveau le public, les médias du pays et de nombreuses célébrités à l'appel « *La Syrie ne peut attendre* ». Bilan : 3,8 millions d'euros récoltés sur compte du 12-12, et 1.068.849 euros sur celui de Caritas International, synonymes d'une assistance vitale en Syrie et auprès des millions de personnes réfugiées dans les pays voisins.

Quelques semaines plus tard, c'est une nouvelle fois en consortium que Caritas International mène campagne pour soutenir une opération d'envergure auprès des 14 millions de Philippins affectés par le typhon Haiyan. En quelques semaines, l'opération Haiyan 21-21 récolte 9,3 millions d'euros. 2.231.686 sont versés sur le BE88 0000 0000 41-41. Caritas International et son réseau sont ainsi en mesure d'intervenir auprès de 275.000 victimes et d'élaborer un vaste programme de réhabilitation.

La mi-septembre est traditionnellement marquée par le lancement de la campagne annuelle de Caritas International, consacrée en 2013 à l'est du Congo. Près de 6.000 personnes ont répondu à l'appel de Juliette, maman réfugiée malgré elle, pour un total de 490.156 euros. Cette générosité permet à Caritas Goma d'œuvrer pour une aide sur le plan alimentaire auprès des déplacés, pour la relance de l'agriculture à travers un modèle innovant de foires dans les collines du Masisi et pour la démobilisation des enfants-soldats. La campagne *Hope for Goma* a trouvé un ambassadeur de choix en la personne de l'Abbé Oswald Musoni, directeur de Caritas Goma. Ce message d'espoir, il est venu le délivrer à l'occasion de la remise du 3ème prix Caritas International-Deckers à l'asbl 'Sosame' de Bukavu, lors d'une soirée d'échange à Liège ou encore au micro de journalistes, plaidant la cause de son peuple meurtri par vingt années de conflit jusqu'au bureau de Jean-Pascal Labille, ministre de la coopération.

Enfin en décembre, un autre ambassadeur prestigieux s'est joint à Caritas pour le lancement de la campagne mondiale, *Une famille humaine, de la nourriture pour tous :* le Pape François. Dénonçant « *le scandale mondial de la faim* » à l'heure où « *la nourriture disponible dans le monde suffirait à nourrir chacun* », François et le réseau Caritas appellent à la mise en œuvre du droit à l'alimentation, au partage avec les plus démunis et à la prise de conscience de l'impact de nos choix alimentaires, afin d'œuvrer ensemble à l'éradication de la faim à l'horizon 2025.

une seule famille humaine,
de la nourriture pour tous

ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE

L'année 2013, coïncidant avec le bouclage du plan stratégique 2006-2013, fut une année de transition, marquée par la mise en œuvre de nouvelles missions et l'arrivée de nouveaux collègues au sein du Département. Le départ des personnes ayant assuré pendant près de dix ans l'animation des antennes locales de Caritas International, à Liège et Roeselare, n'y est pas étranger. Leur non-remplacement et l'arrêt de la politique de décentralisation s'expliquent par un investissement dans les activités d'éducation à la citoyenneté mondiale et le recrutement d'une personne chargée d'éducation au siège à Bruxelles. Son rôle est d'assurer la mise sur pied du programme d'éducation au développement de Caritas International au sein des écoles du pays. La sensibilisation, en particulier des jeunes et plus largement des sympathisants de Caritas, devient ainsi une mission transversale du Département. Premier projet concret en ce sens : **www.umurima.coop**, un webdocumentaire (portail multimédia) qui invite les élèves de 15 à 18 ans à la découverte des coopératives en lutte pour la sécurité alimentaire au Rwanda. Produit en 2013, sur fonds propres et grâce au financement annuel de 11.11.11 (15.000 euros), sa mise en œuvre dans les écoles est planifiée pour le premier semestre 2014.

Avec la crise syrienne aux portes de l'Europe, la réorganisation de l'accueil des demandeurs d'asile dans nos logements et un volume d'activité croissant en matière d'intégration-réintégration, le Département a davantage recueilli et partagé la parole des travailleurs sociaux de Caritas International et des réfugiés et migrants auprès desquels ils interviennent, en ligne et dans les pages du Caritas Magazine, mais également dans des publications spécialisées et pour répondre aux sollicitations nombreuses des médias. Nous parvenons ainsi à intégrer davantage nos activités en Belgique et à l'étranger.

Ces nouvelles orientations préfigurent le visage de demain de Caritas International et la manière dont le Département valorisera et contribuera à l'avenir aux activités de nos collègues et partenaires.

Suivez-nous sur Facebook ou sur Twitter

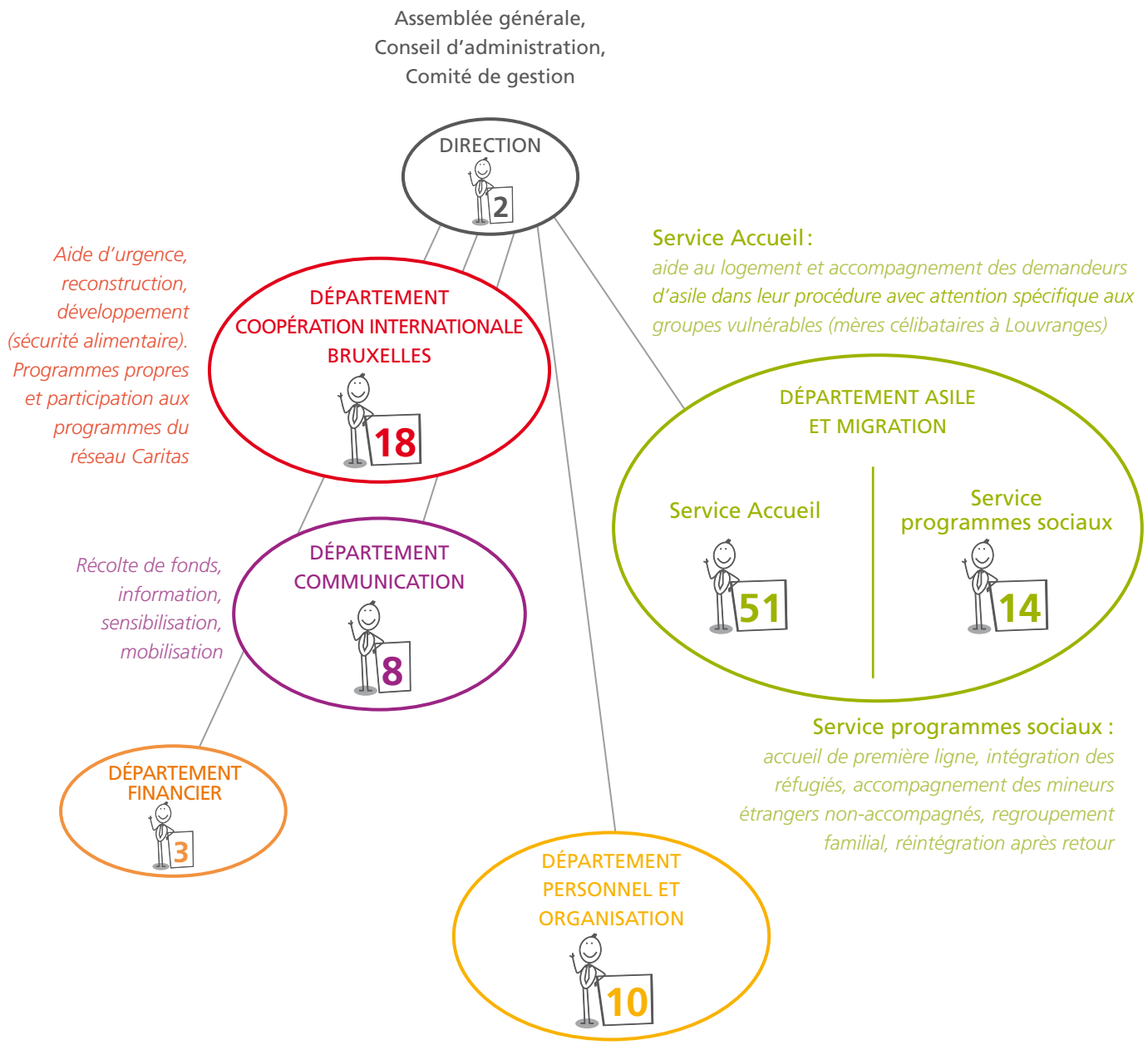
www.facebook.com/caritasbelgium

www.twitter.com/caritasintbe

WWW.CARITAS-INT.BE

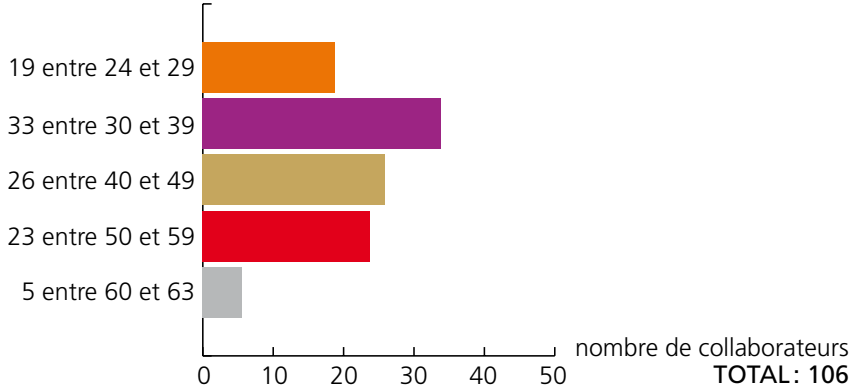
Dossier campagne

PERSONNEL ET ORGANISATION



EN DATE DU 31/12/13

Âge des collaborateurs



Entrée / sortie 2013

Entrée	Sortie	Nombre de collaborateurs 31/12/13	Croissance
29	20	106	9

Volontaires

6 volontaires sont actifs au siège national. Les membres de l'Assemblée Générale, du Conseil d'Administration et du Comité de Gestion sont également des volontaires.

Une trentaine de volontaires apportent leur aide dans l'accompagnement des jeunes femmes et mamans seules à Louvranges. Leurs activités consistent à offrir du transport en voiture, accompagner les devoirs, faire des animations le mercredi après-midi, donner des cours d'informatique, de couture et d'aider à la recherche d'un logement. Un médecin offre également ses services sur base volontaire.

Les nouveaux arrivants reçoivent un accompagnement à la familiarisation avec notre société par 7 parrains et marraines volontaires: ce sont des personnes qui ont elles-mêmes bénéficié, dans le passé, d'un accompagnement de la Cellule Intégration.

Coopérants à l'étranger: 14

- RD Congo: 4
- Burundi: 4
- Ethiopie: 1
- Philippines: 1
- Bosnie: 1
- Haïti: 1
- Niger: 1
- Soudan du Sud: 1

Souci de l'environnement

- Caritas a placé 88 panneaux solaires d'une capacité totale de 22 kW pour un montant de 52.800 EUR. La production escomptée (17.600 kWh / an) couvrira environ 20% de notre consommation annuelle et nous fournira +/- 70 certificats verts.
- Grâce aux investissements des dernières années (fenêtres à double vitrage, isolation du toit, nouveaux ordinateurs) et à la sensibilisation menée par l'Ecoteam, nous avons obtenu les résultats suivants en 2013:
  - → 35% de réduction de la consommation en eau (par ETP)
  - → 7% de réduction de la consommation d'électricité
  - → 11% de réduction de la consommation de gaz

RAPPORT FINANCIER – 2013

L'année 2013 a été marquée d'éléments favorables et d'autres qui le sont moins.

Grace à la générosité de nos donateurs, nous intervenons pour soulager les populations en Syrie et aux Philippines. Nous soutenons les Caritas locales et leur apportons les différents types d'aides dont elles ont besoin. Ces deux crises ont fait l'objet de dons pour un montant total de 3.300.000 euros. Notre caractère d'urgentiste a bien été reconnu par nos donateurs.

Dans ce cadre-là, nous sommes toujours présents en Haïti, au Soudan du Sud, à Goma et dans d'autres endroits du monde. C'est près de 13 millions d'euros qui nous ont permis de soutenir les projets d'aide internationale.

Au niveau de l'accueil des demandeurs d'asile, notre contribution, bien qu'elle reste très importante avec une enveloppe de 10.540.000 euros, a diminué. Chaque mois, nous avons accueilli en moyenne 879 personnes contre 969 prévues. En 2014, ce nombre de personnes sera encore amené à diminuer, pour atteindre 700 demandeurs d'asile accueillis.

L'aide aux migrants en Belgique se développe de plus en plus. Que ce soit pour les mineurs non accompagnés, le coaching des réfugiés reconnus et leur intégration ou encore le retour volontaire.

Pour soutenir nos activités, en plus des subsides belges et européens et des dons, nous avons reçu pour près de 3.000.000 euros de legs. Pour l'un d'eux, celui-ci est contesté et fait l'objet d'un recours auprès du SPF Justice, pour un montant de 1.325.676 euros. Ce même montant a été provisionné au passif du bilan.

Comme chaque année nous faisons l'effort de maintenir nos frais de fonctionnement à un niveau raisonnable. Ils sont cette année de 8,42 %. Quant aux frais de communication, de récolte de fonds et d'éducation eux aussi sont très bas à 4,48 %.

L'année se termine avec un résultat positif de 287.533,98 euros qui couvre partiellement la perte reportée. Les fonds affectés aux projets augmentent de 1.753.331,88 euros. Le montant total de ces fonds s'élève à 14.537.092,47 euros. Ils sont consacrés à nos projets en cours et aux nouveaux projets, principalement aux Philippines et pour les populations touchées par la crise en Syrie.

BILAN

Actif	2013 (€)
Immobilisations corporelles	5 898 119,83
Immobilisations financières	5 976,34
Créances à un an au plus	1 552 468,87
Placements de trésorerie	7 064 938,49
Liquidités	9 268 231,75
Comptes de régularisation	105 144,82
TOTAL	**23 894 872,10**

Passif	2013 (€)
Fonds propres	2 880 472,41
Passif social	2 068 421,09
Fonds affectés à des projet définis	14 537 092,47
Fonds affectés à des projet non définis	-
Bénéfice reporté	287 533,98
Perte à reporter	-544 372,33
Subsides en capital	19 725,30
Provisions	1 481 276,47
Dettes à plus d'un an	2 145 847,50
Dettes à 1 an au plus	1 010 115,98
Comptes de régularisations	8 759,23
TOTAL	**23 894 872,10**

TRAITEMENT DU RÉSULTAT EN EUR

Différence recettes / dépenses	2 040 865,86
Augmentation des fonds destinés (au passif du bilan)	-1 753 331,88
Bénéfice de l'exercice	**287 533,98**

COMPTE DE RÉSULTAT

Recettes	2013 (€)	%
Dons	4 667 901,58	14,75
Dons Consortium 12-12	937 122,51	2,96
Legs	2 883 785,53	9,11
Vlaamse gemeenschap (VAIS, MINA, ...)	135 000,00	0,43
Wallonie - Bruxelles International (WBI)	42 271,00	0,13
Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA)	1 509 988,77	4,77
Gouvernement belge - DGD	5 412 682,96	17,10
Union européenne	649 548,71	2,05
Min. de la Justice - Min. Intérieur	106 163,61	0,34
Fedasil	1 685 916,45	5,33
Coordination et Initiative pour Réfugiés et Etrangers	6 190 566,16	19,56
Vluchtelingenwerk Vlaanderen	5 412 863,14	17,10
Fondations, autres Caritas, divers* …	241 533,57	0,76
Produit financier	246 198,11	0,78
Autres produits d'exploitation	308 767,61	0,98
Autres	1 216 193,66	3,84
TOTAL	**31 646 503,37**	**100,00**

Dépenses	2013 (€)	%
Accueil des demandeurs d'asile	10 540 885,45	35,60
Aide aux migrants (1ère ligne- ména - intégration - réintégration)	1 314 387,26	4,44
Aide internationale	12 938 700,84	43,70
Communication, récolte de fonds, éducation	991 979,71	3,35
Frais de fonctionnement	2 494 007,78	8,42
Provision exceptionnelle	2 494 007,78	4,48
TOTAL	**29 605 637,51**	**100,00**

* Entrepreneurs pour entrepreneurs, Caritas Autriche, Secours Catholique, Cafod, Fondation Abbé Pierre, Vita,…

Caritas International asbl

Rue de la Charité, 43
1210 Bruxelles

Tél : + 32 2 229 36 11
Fax : + 32 2 229 36 36
Email : infofr@caritasint.be

000-0000041-41
IBAN BE88 0000 0000 4141
BIC BPOTBEB1

www.caritas-int.be

Suivez-nous sur Facebook ou sur Twitter

www.facebook.com/caritasbelgium

www.twitter.com/caritasintbe

Éditeur responsable : G. Dopchie, directeur – Rue de la Charité 43 – 1210 Bruxelles

Caritas International adhère au Code éthique de l'Association pour une Ethique dans les Récoltes de Fonds (AERF). Vous avez un droit à l'information. *Ceci implique que les donateurs, collaborateurs et employés sont informés au moins annuellement de l'utilisation des fonds récoltés.*

Le label Forest Stewardship Council (FSC) garantit que le papier d'impression de ce document provient de forêts traitées durablement.

Caritas International veille à la protection de notre environnement